



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

Le 7 mars 2022

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil municipal de Notre-Dame-de-Ham, tenue au 25 rue de l'Église, Notre-Dame-de-Ham, lundi le 7 mars 2022 à 19h30, à laquelle sont présents : Mme Sonia Roberge, M. Steve Roy, M. Michel Blondin, M. Éric Pariseau, Mme Sylvie Turcotte, Mme Cathy Bishop; formant quorum sous la présidence du maire, M. Serge Tremblay.

M. Emrick Couture-Picard, directeur général et greffier-trésorier intérimaire, agit à titre de greffier d'assemblée.

M. Serge Tremblay constate le quorum, ouvre la séance à 19h30 et fait la lecture de l'ordre du jour proposée.

Il est proposé par Mme Sylvie Turcotte d'ajouter un point concernant les heures des assemblées, amendement adopté à l'unanimité.

ORDRE DU JOUR

1. Ouverture de la séance et vérification du quorum
2. Lecture et adoption de l'ordre du jour
3. Lecture et adoption du procès-verbal de la séance ordinaire du 7 février 2022
4. Dépôt des Listes des donateurs et rapports de dépenses électorales
5. Adoption et paiement de la liste des comptes à partir de la liste déposée
6. Adoption du règlement 418 édictant le code d'éthique et de déontologie des employés de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham.
7. Adoption du règlement 421 édictant le code d'éthique et de déontologie des élus.es de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham.
8. Adoption du règlement 422 établissant la tarification applicable à la vidange des boues de fosses septiques pour l'année 2022.
9. Adoption du règlement 417 relatif à la prévention des incendies.
10. Résolution : Second projet de règlement 423 modifiant le règlement de zonage 327 concernant les garages, les pavillons-jardins ainsi que diverses dispositions
11. Avis de motion : Projet de règlement 424 modifiant le règlement de construction concernant l'utilisation de pieux comme fondation pour un bâtiment principal
12. Avis de motion : Projet de règlement 425 - G100 harmonisé sur le territoire de la MRC d'Arthabaska
13. Résolution : Dérogation mineure 87, rue Principale
14. Résolution : Dérogation mineure 79, 2^e Rang Sud
15. Résolution : Nomination d'un nouveau membre du Comité consultatif d'urbanisme
16. Résolution : Demande de financement Espace muni, programme Voisins solidaires
17. Résolution : Demande de financement Soutien aux initiatives de commémoration
18. Résolution : Comité bureaux municipaux
19. Résolution : Location de tables à pique-nique par Sentiers équestres
20. Résolution : Appui financier Sentiers équestres
21. Résolution : Commandite soirée 30^e de l'Association des personnes malentendantes des Bois-Francis
22. Résolution : Autorisation de dépenses projets Nouveaux Horizons et Prévention de la criminalité
23. Résolution : Mise à jour du Plan intermunicipal de sécurité civile
24. Résolution : Suite régularisation des contrats de travail
25. Varia
26. Questions et rapport des élus
27. Questions du public



Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

Les personnes élues ayant reçu une copie du procès-verbal de la séance ordinaire du 7 février 2022, et confirmant en avoir pris connaissance, on en dispense la lecture. L'adoption du procès-verbal est proposée par M Steve Roy et adoptée à l'unanimité.

DÉPÔT DES LISTES DE DONATEURS ET RAPPORTS DE DÉPENSES ÉLECTORALES

Le directeur général et greffier-trésorier intérimaire, M. Emrick Couture-Picard, confirme la réception du formulaire DGE-1038 « Déclaration des intérêts pécuniaires des membres du conseil » de la part des candidats :

Monsieur Serge Tremblay;
Madame Sonia Roberge;
Monsieur Steve Roy;
Monsieur Éric Pariseau;
Madame Sylvie Turcotte;
Madame Cathy Bishop;
Mme Lise Nolette;
Mme Diane Blouin;
M. Yves Cournoyer;
Mme Chantal Côté;
Monsieur Michel Blondin.

Il manque néanmoins les formulaires des candidats suivants :

Monsieur Danny Groleau;
M. Roberto Clavet.

La réception de ces formulaires constitue une obligation en vertu de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*. Le dépôt officiel des formulaires est effectué en séance tenante. Par ailleurs, le directeur général transmettra à Élections Québec les formulaires reçus et transmettra les avis de retard aux candidats n'ayant pas communiqué leurs formulaires.

ADOPTION ET PAIEMENT DE LA LISTE DES COMPTES À PARTIR DE LA LISTE DÉPOSÉE

Il est proposé par M Michel Blondin, et adopté à l'unanimité d'autoriser la dépense et le paiement des factures à partir de la liste fournie par le greffier-trésorier intérimaire, au montant total de **25 897,94\$**. La liste est classée au dossier et peut être disponible sur demande

ADOPTION DU RÈGLEMENT 418 ÉDICTIONNANT LE CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DES EMPLOYÉS DE LA MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DE-HAM

ATTENDU QUE la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale (LEDMM)*, sanctionnée le 2 décembre 2010, a créé l'obligation pour toutes les municipalités locales d'adopter un code d'éthique et de déontologie qui énonce les principales valeurs de la Municipalité en matière d'éthique et les règles qui doivent guider la conduite des employés;

ATTENDU QUE la *Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives*, communément appelée le « PL 49 » et sanctionnée le 5 novembre 2021, exige l'ajout d'une règle relative à la réception d'un don ou avantage par un employé;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 18 de la LEDMM, toute décision relative à l'adoption du Code d'éthique et de déontologie est prise par un règlement;

ATTENDU QU'un avis de motion et la présentation du projet de règlement a été donné par Mme Sonia Roberge à une séance extraordinaire du conseil tenue le 13 janvier 2022;

ATTENDU QUE, conformément à l'article 12 de ladite Loi, un avis public contenant un résumé du projet de règlement a été publié le 22 février 2022 ;



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

ATTENDU QUE le conseil juge opportun, essentiel et d'intérêt public de se conformer aux exigences de la Loi par la modification du Code d'éthique et de déontologie des employés de la Municipalité;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Mme Sylvie Turcotte et adopté à l'unanimité :

QUE le règlement portant le numéro 418 édictant le code d'éthique et de déontologie des employés de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham soit adopté et qu'il soit décrété par ce règlement ce qui suit, à savoir :

ARTICLE 1 : PRÉSENTATION

Le présent « Code d'éthique et de déontologie des employés municipaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham » est adopté en vertu des articles 2, 16 et 18 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale (L.R.Q. c. E-15.1.0.1)*. En vertu des dispositions de cette loi, la Municipalité de Notre-Dame-d-Ham doit adopter par règlement un code d'éthique et de déontologie des employés municipaux qui énonce les principales valeurs de la Municipalité en matière d'éthique et les règles qui doivent guider leur conduite selon les mécanismes d'application et de contrôle prévus à cet effet.

ARTICLE 2 : LES VALEURS

2.1 Les valeurs de la Municipalité en matière d'éthique sont :

- 1° l'intégrité des employés municipaux ;
- 2° l'honneur rattaché aux fonctions d'employé de la Municipalité ;
- 3° la prudence dans la poursuite de l'intérêt public ;
- 4° le respect et la civilité envers les membres du conseil municipal, les autres employés de la Municipalité et les citoyens, incluant lors des communications sur le web et les médias sociaux ;
- 5° la loyauté envers la Municipalité ;
- 6° la recherche de l'équité.

2.1.1 Tout employé doit faire preuve d'intégrité, d'honnêteté, d'objectivité et d'impartialité dans l'accomplissement de ses fonctions.

2.1.2 Les valeurs énoncées au présent Code devront guider tout employés à qui elles s'appliquent dans l'appréciation des règles déontologiques qui lui sont applicables, et ce, dans une perspective d'intérêt public.

ARTICLE 3 : LE PRINCIPE GÉNÉRAL

3.1 L'employé doit exercer ses fonctions et organiser ses activités professionnelles de façon à préserver et à maintenir la confiance du public envers la Municipalité.

ARTICLE 4 : LES OBJECTIFS

4.1 Les règles prévues au présent Code ont pour objectifs de prévenir, notamment :

- 1° toute situation où l'intérêt personnel de l'employé peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ;
- 2° toute situation qui irait à l'encontre des valeurs énoncées dans le présent Code d'éthique et de déontologie ;
- 3° le favoritisme, la malversation, les abus de confiance ou autres conduites.

ARTICLE 5 : INTERPRÉATION

5.1 À moins que le contexte ne s'y oppose, les mots utilisés dans le présent Code conservent leur sens usuel, sauf pour les expressions et les mots définis comme suit :



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

Avantage : tout avantage, de quelque nature qu'il soit, de même que toute promesse d'un tel avantage ;

Conflit d'intérêts : toute situation où l'employé doit choisir entre l'intérêt de la Municipalité et son intérêt personnel ;

Information confidentielle : renseignement qui n'est pas public et que l'employé détient en raison de son lien d'emploi avec la Municipalité ;

Supérieur immédiat : personne qui représente le premier niveau d'autorité au-dessus d'un employé et qui exerce un contrôle sur son travail. Dans le cas du directeur général, le supérieur immédiat est le maire.

ARTICLE 6 : CHAMP D'APPLICATION

- 6.1 Le présent Code s'applique à tout employé de la Municipalité.
- 6.2 La Municipalité peut ajouter au présent Code : des règlements, politiques ou directives auxquels sont tenus les employés et qui, en cas de contravention, sont susceptibles d'entraîner une mesure disciplinaire. En cas d'incompatibilité, le Code prévaut.
- 6.3 Une loi, un règlement fédéral ou provincial ainsi qu'un contrat de travail auquel la Municipalité est partie prévalent sur toute disposition incompatible du présent Code.
- 6.4 Le Code s'ajoute à tout autre code d'éthique ou de déontologie auquel l'employé est assujéti, notamment en vertu du *Code des professions (L.R.Q., c. C-26)* ou d'une loi régissant une profession qui y est mentionnée. La Municipalité ne peut toutefois, en vertu du présent Code ou autrement, forcer un employé à contrevenir à un autre code d'éthique ou de déontologie adopté en vertu d'une loi.

ARTICLE 7 : LES OBLIGATIONS LÉGALES

- 7.1 L'employé doit :
 - 1° Exécuter le travail inhérent à ses fonctions, et ce, avec diligence;
 - 2° Respecter le présent Code ainsi que les politiques, règles et directives de l'employeur;
 - 3° Respecter son devoir de réserve envers la Municipalité. Il ne doit pas porter atteinte à la dignité ou à la réputation de son employeur ni, lorsqu'il y a un lien avec son travail, à celles d'un membre du conseil, d'un autre employé de la Municipalité;
 - 4° Agir avec intégrité et honnêteté;
 - 5° Au travail, être vêtu de façon appropriée;
 - 6° Communiquer à son employeur toute information portée à sa connaissance et qu'il sait être pertinente pour la Municipalité.
- 7.2 Lors d'élection au conseil de la Municipalité, le présent Code ne doit pas être interprété comme interdisant à un employé d'accomplir un acte que la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (LRQ, c. E-2.2)* déclare ne pas constituer un travail de nature partisane ;
- 7.3 Le présent Code ne doit pas être interprété ou appliqué comme empêchant l'employé de prendre toute mesure raisonnable pour protéger sa santé, sa sécurité ou son intégrité physique et mentale, ou celles d'une autre personne.

ARTICLE 8 : LES OBLIGATIONS PARTICULIÈRES

8.1 LES CONFLITS D'INTÉRÊTS

8.1.1 Un employé doit éviter toute situation où il doit, sciemment, choisir entre l'intérêt de la Municipalité et son intérêt personnel ou, de façon abusive, celui de toute autre personne.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

8.1.2 L'employé doit :

- 1° Assumer fidèlement ses fonctions en conformité avec les législations applicables, incluant la réglementation en vigueur à la Municipalité ou dans tout autre organisme municipal ;
- 2° S'abstenir d'avoir sciemment, directement ou indirectement, par lui-même ou par son associé, un contrat avec la Municipalité. Cette prohibition ne s'applique toutefois pas à un contrat autorisé par la loi ;
- 3° Lorsqu'une situation est susceptible de le mettre en conflit d'intérêts, en informer son supérieur.

8.1.3 Sans limiter la particularité de ce qui précède, il est interdit à tout employé :

- 1° D'agir, de tenter d'agir ou d'omettre d'agir de façon à favoriser, dans l'exercice de ses fonctions, ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne ;
- 2° De se prévaloir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

8.2 LES AVANTAGES

8.2.1 Il est interdit à tout employé :

- 1° De solliciter, de susciter, d'accepter ou de recevoir, pour lui-même ou pour une autre personne, quelque avantage que ce soit en échange d'une décision, d'un acte, de l'omission de décider ou d'agir, ou de l'exercice d'une influence quelconque dans le cadre de ses fonctions ;
- 2° D'accepter tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage, quelle que soit sa valeur, qui est offert par un fournisseur de biens ou de services ou qui peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ou qui risque de compromettre son intégrité.

8.2.2 Il est permis d'accepter un avantage qui n'est pas offert par un fournisseur de biens ou de services si les trois conditions suivantes sont respectées :

- 1° Il est reçu conformément à une règle de courtoisie, de protocole, d'hospitalité ou d'usage ;
- 2° Il n'est pas constitué d'une somme d'argent ou d'un titre financier quelconque tel qu'une action, une obligation ou un effet de commerce ;
- 3° Il n'est pas de nature à laisser planer un doute sur l'intégrité, l'indépendance ou l'impartialité de l'employé.

L'employé qui reçoit un avantage respectant ces conditions doit le déclarer à son supérieur immédiat. La déclaration doit être inscrite dans un registre tenu à cette fin par le secrétaire-trésorier (ou greffier).

8.3 LA DISCRÉTION ET LA CONFIDENTIALITÉ

8.3.1 Un employé ne doit pas sciemment utiliser, communiquer ou tenter d'utiliser ou de communiquer un renseignement obtenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et qui n'est généralement pas à la disposition du public, pour favoriser ses intérêts personnels ou, de manière abusive, ceux de toute autre personne.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

8.3.2 L'employé doit prendre toute mesure raisonnable pour assurer la protection d'une information confidentielle, notamment lors d'une communication électronique.

8.3.3 En cas de doute, l'employé doit s'adresser au responsable de l'application de la *Loi d'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* pour s'assurer du caractère public ou confidentiel d'une information.

8.4 L'UTILISATION DES RESSOURCES DE LA MUNICIPALITÉ

8.4.1 Il est interdit à un employé d'utiliser les ressources de la Municipalité à des fins personnelles ou à des fins autres que l'exercice de ses fonctions.

Cette interdiction ne s'applique toutefois pas à l'utilisation de ressources à des conditions non préférentielles, mises à la disposition des citoyens.

8.4.2 L'employé doit :

- 1° Utiliser avec soin un bien de la Municipalité. Il doit en faire usage, pour l'exécution de son travail, conformément aux politiques, règles et directives ;
- 2° Détenir, en tout temps, toute autorisation ou permis requis lorsqu'il utilise un véhicule de la Municipalité.

8.5 LE RESPECT DES PERSONNES

8.5.1 Les rapports d'un employé avec un collègue de travail, un membre du conseil de la Municipalité ou toute autre personne doivent se fonder sur le respect, la considération et la civilité.

8.5.2 L'employé doit :

- 1° Agir de manière équitable dans l'exécution de ses fonctions et ne doit pas accorder un traitement préférentiel à une personne au détriment des autres ;
- 2° S'abstenir de tenir des propos injurieux ou de harceler une personne par des attitudes, des paroles, des gestes pouvant porter atteinte à sa dignité ou à son intégrité ;
- 3° Utiliser un langage approprié à l'exercice de ses fonctions.

8.6 L'OBLIGATION DE LOYAUTÉ

8.6.1 L'employé doit être loyal et fidèle à ses engagements envers l'employeur.

8.7 LA SOBRIÉTÉ

8.7.1 Il est interdit à un employé de consommer ou d'inciter quiconque à consommer une boisson alcoolisée ou une drogue pendant son travail. Un employé ne peut être sous l'influence de telle boisson ou drogue pendant qu'il exécute son travail.

Toutefois, un employé qui, dans le cadre de ses fonctions, participe à un événement où des boissons alcoolisées sont servies ne contrevient pas à la présente règle s'il en fait une consommation raisonnable.

8.8 ANNONCE LORS D'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT POLITIQUE

8.8.1 Il est interdit à tout employé de faire l'annonce, lors d'une activité de financement politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la municipalité sauf si une décision sans appel relativement à ce projet, contrat ou subvention a déjà été prise par l'autorité compétente de la municipalité.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

8.9 L'APRÈS MANDAT OU OBLIGATIONS SUITE À LA FIN DE SON EMPLOI

- 8.9.1 Il est interdit aux employés de la municipalité d'occuper un poste d'administrateur ou de dirigeant d'une personne morale, un emploi ou toute autre fonction de telle sorte que lui-même ou toute autre personne tire un avantage indu de ses fonctions antérieures à titre d'employé de la municipalité.

ARTICLE 9 : LES SANCTIONS

- 9.1 Un manquement au présent Code peut entraîner, sur décision du conseil de la Municipalité ou du directeur général – si celui-ci en a le pouvoir conformément à la Loi, à un règlement ou à une résolution – et dans le respect de tout contrat de travail, l'application de toute sanction appropriée à la nature et à la gravité de ce manquement.
- 9.2 Dans le cas d'un manquement à une obligation qui s'applique après la fin du contrat de travail, la Municipalité peut, selon les circonstances, s'adresser aux tribunaux pour obtenir réparation ou, de façon générale, protéger ses droits.
- 9.3 La Municipalité reconnaît l'aspect correctif de la discipline en milieu de travail. Elle reconnaît que la mesure disciplinaire imposée sera juste et raisonnable, et proportionnelle à la gravité de la faute reprochée.

ARTICLE 10 : L'APPLICATION ET LE CONTRÔLE

- 10.1 Toute plainte des citoyens au regard du présent Code doit :
- 1° être déposée sous pli confidentiel au directeur général (et greffier-trésorier), qui verra, le cas échéant, à déterminer s'il y a eu contravention au Code d'éthique et de déontologie ;
 - 2° être complète, être écrite, motivée et accompagnée, s'il y a lieu, de tout document justificatif, et provenir de toute personne ayant connaissance d'un manquement au présent Code d'éthique et de déontologie.
- 10.2 À l'égard du directeur général (et greffier-trésorier), toute plainte doit être déposée au maire de la Municipalité. Les paragraphes 1° et 2° de l'alinéa précédent s'appliquent en faisant les adaptations nécessaires.
- 10.3 Aucune sanction ne peut être imposée à un employé sans que ce dernier :
- 1° ait été informé du reproche qui lui est adressé ;
 - 2° ait eu l'occasion d'être entendu.

ARTICLE 11 : ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ADOPTION DU RÈGLEMENT 421 ÉDICTANT LE CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE DES ÉLUS.ES DE LA MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DE-HAM

ATTENDU QUE le conseil de la Municipalité a adopté, le 7 mars 2022 le *Règlement numéro 421 édictant un Code d'éthique et de déontologie des élus-es*;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 13 de la *Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale* (RLRQ, c. E-15.1.0.1, ci-après : la « LEDMM »), toute municipalité doit, avant le 1^{er} mars qui suit toute élection générale, adopter un code d'éthique et de déontologie révisé qui remplace celui en vigueur, avec ou sans modification;



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

ATTENDU QU'une élection générale s'est tenue le 7 novembre 2021;

ATTENDU l'entrée en vigueur, le 5 novembre 2021, de la *Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives* (LQ, 2021, c. 31), laquelle modifie le contenu obligatoire du Code d'éthique et de déontologie des élus·es;

ATTENDU QU'il y a lieu, en conséquence, d'adopter un code d'éthique et de déontologie des élus·es révisé;

ATTENDU QUE les formalités prévues à la LEDMM, pour l'adoption d'un tel code révisé, ont été respectées;

ATTENDU QUE le greffier-trésorier mentionne que le présent règlement a pour objet de prévoir les principales valeurs de la Municipalité en matière d'éthique et les règles déontologiques qui doivent guider la conduite d'une personne à titre de membre du conseil, d'un comité ou d'une commission de la Municipalité ou, en sa qualité de membre du conseil de la Municipalité, d'un autre organisme;

ATTENDU QUE la Municipalité, ce qui inclut les membres de son conseil, adhère explicitement aux valeurs en matière d'éthique et aux règles déontologiques prévues à la LEDMM ainsi que dans le présent Code;

ATTENDU QUE l'éthique et la déontologie en matière municipale sont essentielles afin de maintenir le lien de confiance entre la Municipalité et les citoyens;

ATTENDU QU'une conduite conforme à l'éthique et à la déontologie municipale doit demeurer une préoccupation constante des membres du conseil afin d'assurer aux citoyens une gestion transparente, prudente, diligente et intègre de la Municipalité incluant ses fonds publics;

ATTENDU QU'en appliquant les valeurs en matière d'éthique et en respectant les règles déontologiques prévues à ce Code, chaque membre du conseil est à même de bien remplir son rôle en tant qu' élu municipal, d'assumer les responsabilités inhérentes à cette fonction et de répondre aux attentes des citoyens;

ATTENDU QUE ce Code contient les obligations ainsi que les balises permettant d'orienter la conduite de chaque membre du conseil, tout en laissant le soin à ce dernier d'user de son jugement en fonction des valeurs y étant prévues;

ATTENDU QUE ce Code vise à identifier, prévenir et éviter les situations de conflit d'intérêts;

ATTENDU QUE tout manquement au Code peut entraîner des conséquences graves pour la Municipalité et les membres du conseil;

ATTENDU QU'un avis de motion et la présentation du projet de règlement a été donné par M. Steve Roy lors de la séance ordinaire du 7 février 2022;

ATTENDU QU'il incombe à chaque membre du conseil de respecter ce Code pour s'assurer de rencontrer des standards élevés d'éthique et de déontologie en matière municipale.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par M. Michel Blondin et adopté à l'unanimité :

QUE le règlement portant le numéro 421 édictant le code d'éthique et de déontologie des élus·es de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham soit adopté et qu'il soit décrété par ce règlement ce qui suit, à savoir :

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

- 1.1 Le titre du présent règlement est : *Règlement numéro 421 édictant le Code d'éthique et de déontologie des élus·es municipaux.*
- 1.2 Le préambule fait partie intégrante du présent Code.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

- 1.3 Le Code ne se substitue pas aux lois et règlements en vigueur qui régissent la Municipalité et, de façon plus générale, le domaine municipal. Il est plutôt supplétif et complète les diverses obligations et les devoirs généraux applicables aux élus·es municipaux qui sont prévus dans les lois et les autres règlements applicables.

Ainsi, le Code ne doit pas être interprété comme permettant de déroger aux dispositions contenues dans les lois et règlements en vigueur qui régissent la Municipalité, les élus·es municipaux et, de façon plus générale, le domaine municipal.

ARTICLE 2 : INTERPRÉTATION

- 2.1 Le présent Code doit être interprété selon les principes et les objectifs contenus à la LEDMM. Les règles prévues à cette loi sont réputées faire partie intégrante du présent Code et prévalent sur toute règle incompatible énoncée à ce Code.

- 2.2 Dans le présent Code, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

Avantage :	De nature pécuniaire ou non, constitue notamment un avantage tout cadeau, don, faveur, récompense, service, gratification, marque d'hospitalité, rémunération, rétribution, gain, indemnité, privilège, préférence, compensation, bénéfice, profit, avance, prêt, réduction, escompte, etc.
Code :	Le <i>Règlement numéro 421 édictant le Code d'éthique et de déontologie des élus·es municipaux.</i>
Conseil :	Le conseil municipal de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham.
Déontologie :	Désigne l'ensemble des règles et des devoirs qui régissent la fonction des membres du conseil, leur conduite, les rapports entre ceux-ci ainsi que les relations avec les employés municipaux et le public en général.
Éthique :	Réfère à l'ensemble des principes moraux qui sont à la base de la conduite des membres du conseil. L'éthique tient compte des valeurs de la Municipalité.
Intérêt personnel :	Un tel intérêt est lié à la personne même de l'élu et il est distinct de celui de la collectivité qu'il représente.
Membre du conseil :	Élu·e de la Municipalité, un membre d'un comité ou d'une commission de la Municipalité ou membre du conseil d'un autre organisme municipal, lorsqu'il y siège en sa qualité de membre du conseil de la Municipalité.
Municipalité :	La Municipalité de Notre-Dame-de-Ham.
Organisme municipal :	Le conseil, tout comité ou toute commission :



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

- 1° D'un organisme que la loi déclare mandataire ou agent de la Municipalité;
- 2° D'un organisme dont le conseil est composé majoritairement des membres du conseil, dont le budget est adopté par la Municipalité ou dont le financement est assuré pour plus de la moitié par celle-ci;
- 3° D'un organisme public dont le conseil est composé majoritairement de membres du conseil de plusieurs municipalités;
- 4° De tout autre organisme déterminé par le ministre des Affaires municipales et de l'Habitation.

ARTICLE 3 : APPLICATION DU CODE

- 3.1 Le présent Code et plus particulièrement les règles énoncées dans celui-ci guident la conduite de tout membre du conseil.
- 3.2 Certaines règles prévues au présent Code s'appliquent également après le mandat de toute personne qui a été membre du conseil.

ARTICLE 4 : VALEURS

- 4.1 Principales valeurs de la Municipalité en matière d'éthique :
 - 4.1.1 Intégrité des membres du conseil
L'intégrité implique de faire preuve de probité et d'une honnêteté au-dessus de tout soupçon.
 - 4.1.2 Honneur rattaché aux fonctions de membre du conseil
L'honneur exige de rester digne des fonctions confiées par les citoyens.
 - 4.1.3 Prudence dans la poursuite de l'intérêt public

La prudence commande à tout membre du conseil d'assumer ses responsabilités face à la mission d'intérêt public qui lui incombe de façon objective et avec discernement. La prudence implique de se renseigner suffisamment, de réfléchir aux conséquences de ses actions et d'examiner les solutions alternatives.

L'intérêt public implique de prendre des décisions pour le plus grand bien de la collectivité et non à l'avantage d'intérêts privés ou personnels au détriment de l'intérêt public.
 - 4.1.4 Respect et civilité envers les autres membres du conseil de la municipalité, les employés de celle-ci et les citoyens

De façon générale, le respect exige de traiter toutes les personnes avec égard et considération. La civilité implique de faire montre de courtoisie, politesse et de savoir-vivre.
 - 4.1.5 Loyauté envers la Municipalité

La loyauté demande de s'acquitter de ses fonctions dans le meilleur intérêt de la Municipalité, avec objectivité et indépendance d'esprit. Elle implique de faire abstraction de ses intérêts personnels et de les divulguer en toute transparence, conformément aux règles applicables. De plus, la loyauté implique de respecter les décisions prises par le conseil.
 - 4.1.6 Recherche de l'équité

L'équité implique de faire preuve d'impartialité, soit avoir une conduite objective et indépendante, et de considérer les droits de chacun. L'équité exige de ne faire aucune discrimination.
- 4.2 Ces valeurs doivent guider les membres du conseil de la Municipalité dans l'appréciation des règles déontologiques qui leur sont applicables.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

- 4.3 Lorsque des valeurs sont intégrées à l'article 5 du présent Code, celles-ci doivent, en plus de guider la conduite du membre du conseil, être respectées et appliquées par celui-ci.

ARTICLE 5 : RÈGLES DE CONDUITE ET INTERDICTIONS

- 5.1 Les règles de conduite ont notamment pour objectif de prévenir :
- 5.1.1 Toute situation où l'intérêt personnel du membre du conseil peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions.
- 5.1.2 Le favoritisme, la malversation, les abus de confiance ou autres inconduites.
- 5.1.3 Toute inconduite portant atteinte à l'honneur et la dignité de la fonction d'élu municipal.
- 5.2 Règles de conduite et interdictions
- 5.2.1 Le membre du conseil doit se conduire avec respect et civilité.
- Il est interdit à tout membre du conseil de se comporter de façon irrespectueuse ou incivile envers les autres membres du conseil municipal, les employés municipaux ou les citoyens par l'emploi, notamment, de paroles, d'écrits ou de gestes vexatoires, dénigrants ou intimidants ou de toute forme d'incivilité de nature vexatoire.
- 5.2.1.1 Plus particulièrement, tout membre du conseil doit :
- a) Faire preuve de civilité et de courtoisie dans ses échanges et ses communications, incluant celles sur le Web et les médias sociaux;
 - b) Respecter la dignité et l'honneur des autres membres du conseil, des employés municipaux et des citoyens.
- 5.2.1.2 Tout membre du conseil doit s'engager dans un dialogue franc et honnête avec les autres membres du conseil afin d'en arriver à une décision éclairée.
- 5.2.1.3 Tout membre du conseil doit respecter le décorum lors d'une séance publique ou privée du conseil municipal. Notamment, le membre du conseil doit respecter les directives du président de l'assemblée.
- 5.2.1.4 Dans ses communications avec les employés municipaux, les partenaires de la Municipalité, les citoyens, les médias et le public en général, le membre du conseil ne peut utiliser sa fonction ou son titre afin de laisser croire qu'il agit au nom de la Municipalité, sauf dans le cas où une résolution a dûment été adoptée à cet effet par le conseil municipal.
- Cette interdiction ne s'applique toutefois pas au maire qui agit dans le cadre des pouvoirs spécifiques qui lui sont dévolus par la loi.
- 5.2.2 Le membre du conseil doit se conduire avec honneur.
- Il est interdit à tout membre du conseil d'avoir une conduite portant atteinte à l'honneur et à la dignité de la fonction d'élu municipal.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

- 5.2.2.1 Il est interdit à tout membre du conseil d'effectuer une dépense en contravention avec la Loi sur le traitement des élus municipaux (RLRQ, c. T-11.001) ou de tenter de se faire rembourser une telle dépense.
- 5.2.2.2 Dans le cadre de ses déplacements et de ses dépenses qui impliquent un remboursement de la part de la Municipalité, tout membre du conseil doit autant que possible en limiter les coûts à ce qui est raisonnable dans les circonstances.
- 5.2.3 Conflits d'intérêts
- 5.2.3.1 Il est interdit à tout membre du conseil d'agir, de tenter d'agir ou d'omettre d'agir de façon à favoriser, dans l'exercice de ses fonctions, ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.
- 5.2.3.2 Il est interdit à tout membre du conseil de se prévaloir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.
- 5.2.3.3 Il est interdit à tout membre du conseil de contrevenir aux articles 304 et 361 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (RLRQ, c. E-2.2), sous réserve des exceptions prévues aux articles 305 et 362 de cette loi.
- 5.2.3.3 Tout membre du conseil doit faire preuve d'impartialité et d'équité. Il ne peut faire preuve de favoritisme, notamment à l'égard des fournisseurs de la Municipalité.
- 5.2.3.4 Tout membre du conseil doit être indépendant d'esprit et avoir un jugement objectif sans intérêt personnel de manière à prendre les meilleures décisions pour la Municipalité.
- 5.2.3.5 Le membre du conseil qui constate l'existence d'un conflit d'intérêts ou en est avisé doit prendre les moyens pour y mettre fin, et ce, le plus tôt possible à partir du moment où il en a connaissance.
- 5.2.3.6 Tout membre du conseil doit s'assurer, en tout temps, que ses activités autres que celles liées à sa fonction d'élu n'entrent pas en conflit avec l'exercice de ses fonctions d'élu municipal.
- 5.2.4 Réception ou sollicitation d'avantages
- 5.2.4.1 Il est interdit à tout membre du conseil de solliciter, de susciter, d'accepter ou de recevoir, pour lui-même ou pour une autre personne, quelque avantage que ce soit en échange d'une prise de position sur une question dont le conseil, un comité ou une commission dont il est membre peut être saisi.
- 5.2.4.2 Il est interdit à tout membre du conseil d'accepter tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage, quelle que soit sa valeur, qui est offert par un fournisseur de biens ou de services ou qui peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ou qui risque de compromettre son intégrité.
- 5.2.4.3 Tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage reçu par un membre du conseil municipal et qui n'est pas de nature purement privée ou visé par l'article 5.2.4.2 doit, lorsque sa valeur excède 200 \$ (*une municipalité peut prévoir un montant inférieur*), faire l'objet, dans les 30 jours de sa réception, d'une déclaration écrite par ce membre auprès du greffier-trésorier de la Municipalité.
- Cette déclaration doit contenir une description adéquate du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu, et préciser le nom du donateur ainsi que la date et les circonstances de sa réception.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

- 5.2.5 Le membre du conseil ne doit pas utiliser des ressources de la Municipalité
- 5.2.5.1 Il est interdit à tout membre du conseil d'utiliser des ressources de la Municipalité ou de tout autre organisme municipal au sens du présent Code à des fins personnelles ou à des fins autres que les activités liées à l'exercice de ses fonctions. Cette interdiction ne s'applique toutefois pas lorsqu'un membre du conseil utilise, à des conditions non préférentielles, une ressource mise généralement à la disposition des citoyens.
- 5.2.6 Renseignements privilégiés
- 5.2.6.1 Il est interdit à tout membre du conseil d'utiliser, de communiquer ou de tenter d'utiliser ou de communiquer, tant pendant son mandat qu'après celui-ci, des renseignements obtenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et qui ne sont généralement pas à la disposition du public pour favoriser ses intérêts personnels ou ceux de toute autre personne.
- 5.2.6.2 Il est interdit à tout membre du conseil d'utiliser ou divulguer, à son propre avantage ou à l'avantage d'un tiers, une information privilégiée ou une information qu'il détient et qui ne serait pas autrement disponible ou que le conseil municipal n'a pas encore divulguée.
- 5.2.6.3 Un membre du conseil ne peut divulguer de quelque façon que ce soit, directement ou indirectement, l'opinion émise en séance privée par un autre membre du conseil ou toute autre personne y participant.
- 5.2.6.4 Tout membre du conseil doit faire preuve de prudence dans ses communications, notamment sur le Web et les médias sociaux, afin d'éviter de divulguer directement ou indirectement une information privilégiée ou qui n'est pas de nature publique.
- 5.2.6.5 Pour les fins de la présente section, et sans limiter la généralité de ce qui précède, sont notamment, mais non limitativement, considérés comme des informations privilégiées et des renseignements qui ne sont pas de nature publique: les documents et les renseignements ne pouvant être divulgués ou dont la confidentialité doit être assurée en vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c. A-2.1), les discussions tenues lors des séances privées et tout ce qui est protégé par le secret professionnel, tant que la Municipalité n'y a pas renoncé dans ce dernier cas.
- 5.2.7 Après-mandat
- 5.2.7.1 Il est interdit à tout membre du conseil, dans les douze (12) mois qui suivent la fin de son mandat, d'occuper un poste d'administrateur ou de dirigeant d'une personne morale, un emploi ou toute autre fonction, de telle sorte que lui-même ou toute autre personne tire un avantage indu de ses fonctions antérieures à titre de membre du conseil de la Municipalité.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

5.2.8 Annonce lors d'une activité de financement politique

5.2.8.1 Il est interdit à tout membre du conseil de faire l'annonce, lors d'une activité de financement politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la Municipalité, sauf si une décision finale relativement à ce projet, contrat ou subvention a déjà été prise par l'autorité compétente de la municipalité.

5.2.9 Ingérence

5.2.9.1 Un membre du conseil ne peut s'ingérer dans l'administration quotidienne de la Municipalité ou donner des directives aux employés municipaux, autrement qu'à l'occasion d'une prise de décision en séance publique du conseil municipal. Dans un tel cas, les directives sont mises en application auprès des employés municipaux par la direction générale.

Il est entendu que le membre du conseil qui est membre d'un comité, ou d'une commission formée par le conseil municipal ou qui est mandaté par le conseil municipal pour représenter la Municipalité dans un dossier particulier, peut tout de même avoir le devoir de collaborer avec la direction générale et les employés municipaux. Cette collaboration est limitée au mandat lui ayant été attribué par le conseil municipal.

En aucun cas la présente disposition ne peut être appliquée ou interprétée de manière à limiter le droit de surveillance, d'investigation et de contrôle du maire lui étant dévolu en vertu de la loi.

5.2.9.2 Tout membre du conseil doit transmettre les plaintes qu'il reçoit au directeur général de la Municipalité qui fera le suivi approprié. Si les plaintes visent le directeur général, il les réfère au maire.

ARTICLE 6 : MÉCANISME D'APPLICATION, DE CONTRÔLE ET DE SANCTIONS

- 6.1 Les mécanismes d'application et de contrôle du présent Code sont ceux prévus à la LEDMM;
- 6.2 Un manquement à une règle prévue au présent Code, par un membre du conseil de la Municipalité, peut entraîner l'imposition des sanctions prévues à la LEDMM, soit :
- 6.2.1 la réprimande;
 - 6.2.2 la participation à une formation sur l'éthique et la déontologie en matière municipale, à frais du membre du conseil, dans le délai prescrit par la Commission municipale du Québec;
 - 6.2.3 la remise à la Municipalité, dans les 30 jours de la décision de la Commission municipale du Québec :
 - a) du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu ou de la valeur de ceux-ci;
 - b) de tout profit retiré en contravention à une règle énoncée au présent code;
 - 6.2.4 le remboursement de toute rémunération, allocation ou autre somme reçue, pour la période que la Commission détermine, comme membre d'un conseil, d'un comité ou d'une commission de la Municipalité ou d'un organisme;
 - 6.2.5 une pénalité, d'un montant maximal de 4 000 \$, devant être payée à la Municipalité;
 - 6.2.6 la suspension du membre du conseil pour une période dont la durée ne peut excéder 90 jours, cette suspension pouvant avoir effet au-delà du jour où prend fin son mandat s'il est réélu lors d'une élection tenue pendant sa suspension et que celle-ci n'est pas terminée le jour où débute son nouveau mandat.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

Lorsqu'un membre du conseil est suspendu, il ne peut exercer aucune fonction liée à sa charge de maire ou de conseiller et, notamment, il ne peut siéger à aucun conseil, comité ou commission de la Municipalité ou, en sa qualité de membre du conseil de la Municipalité, d'un autre organisme, ni recevoir une rémunération, une allocation ou toute autre somme de la Municipalité ou d'un tel organisme.

ARTICLE 7 : REMPLACEMENT

- 7.1 Le présent règlement remplace le *Règlement numéro 396 édictant un code d'éthique et de déontologie des élus-es*, adopté le 2 octobre 2018.
- 7.2 Toute mention ou référence à un code d'éthique et de déontologie des élus-es, que ce soit dans un règlement, une résolution, une politique, un contrat, etc., est réputée faire référence au présent règlement.

ARTICLE 8 : ENTRÉE EN VIGUEUR

- 8.1 Le présent règlement entre en vigueur conformément à loi.

ADOPTION DU RÈGLEMENT 422 ÉTABLISSANT LA TARIFICATION APPLICABLE À LA VIDANGE DES BOUES ET FOSSES SEPTIQUES POUR L'ANNÉE 2022

ATTENDU QUE la MRC d'Arthabaska a déclaré compétence quant à l'élimination, à la valorisation, à la collecte et au transport de matières résiduelles, dont les boues de fosses septiques, à l'égard du territoire de la municipalité de Notre-Dame-de-Ham;

ATTENDU l'entrée en vigueur, le 18 juillet 2017, du règlement numéro 366 concernant la vidange des boues de fosses septiques adopté par le Conseil de la MRC d'Arthabaska;

ATTENDU QUE ce règlement vise à instaurer un programme de gestion des boues de fosses septiques, comprenant notamment la collecte, le transport et la valorisation de ces matières;

ATTENDU l'article 44 de ce règlement, qui se lit comme suit : « *Les tarifs et frais reliés aux services et activités visés par le présent règlement sont exigés par les municipalités* »;

ATTENDU QUE, en vertu des articles 244.1 à 244.10 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.R.Q. c. F-2.1), la compensation relative à l'application de ce programme sur le territoire de la municipalité de Notre-Dame-de-Ham doit se faire par règlement;

ATTENDU QUE, lors de la séance du 7 février 2022, un avis de motion a été donné par Mme Sylvie Turcotte et un projet de règlement a été déposé et présenté au Conseil de la municipalité de Notre-Dame-de-Ham;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Mme Sylvie Turcotte et adopté à l'unanimité :

QUE le règlement portant le numéro 422 établissant la tarification applicable à la vidange des boues de fosses septiques pour l'année 2022 soit adopté et qu'il soit décrété par ce règlement ce qui suit, à savoir :

ARTICLE 1

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

ARTICLE 2

Afin de pourvoir au paiement du coût du service, lequel comprenant la vidange et la collecte, le transport ainsi que la disposition et le traitement (élimination et valorisation) des boues de fosses septiques, il est exigé et prélevé, en vertu de l'article 44 du règlement 366 concernant la vidange des boues de fosses septiques de la MRC d'Arthabaska, de chaque propriétaire d'une résidence assujettie à ce règlement une compensation pour chaque résidence dont il est le propriétaire.

ARTICLE 3

3.1 La compensation de base exigée pour l'année 2022 est fixée selon ce qui suit :

- a) Vidange sélective en saison :
 - a. Première fosse : 138.05\$.
 - b. Deuxième fosse, qui doit être située sur le même terrain que la première : 87.34\$.
- b) Vidange complète en saison :
 - a. Première fosse : 178.58\$.
 - b. Deuxième fosse, qui doit être située sur le même terrain que la première : 109.32\$.
- c) Vidange planifiée en saison :
 - a. Première fosse : 192.43\$.
 - b. Deuxième fosse, qui doit être située sur le même terrain que la première : 116.25 \$.
- d) Vidange planifiée hors saison :
 - a. Première fosse : 205.55\$.
 - b. Deuxième fosse, qui doit être située sur le même terrain que la première : 122.81\$.

Toute compensation prévue au présent article est payable dans les trente (30) jours de la date de l'expédition d'un compte à cet effet par la municipalité de Notre-Dame-de-Ham, après quoi elle devient une créance.

3.2 À la compensation fixée à l'article 3.1 doit être ajoutée une ou plusieurs des compensations additionnelles suivantes, le cas échéant :

- a) Déplacement inutile : 53.19\$.
- b) Pour une fosse de plus de 5,8 mètres cubes, coût pour chaque mètre cube supplémentaire : 26.68\$.
- c) Coût supplémentaire pour une fosse nécessitant de déployer un tuyau de plus de 45.72 mètres (150 pieds) : 94.55\$.

Toute compensation prévue au présent article est payable dans les trente (30) jours de la date de l'expédition d'un compte à cet effet par la municipalité de Notre-Dame-de-Ham, après quoi elle devient une créance.

ARTICLE 4

Le propriétaire d'une résidence isolée qui fait procéder à la vidange d'une fosse septique autrement que dans le cadre du service édicté par le règlement numéro 366 concernant la vidange des boues de fosses septiques de la MRC d'Arthabaska, n'est pas pour autant exempté du paiement de la compensation prescrite aux articles 2 et 3 du présent règlement.

ARTICLE 5

Les compensations prévues aux articles 2 et 3 du présent règlement sont payables par le propriétaire et sont assimilables à une taxe foncière imposée sur l'immeuble.

ARTICLE 6

À compter du moment où la compensation devient exigible, les soldes impayés portent intérêt au taux annuel de 12 %.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

ARTICLE 7

Le présent règlement remplace les tarifs de tout règlement antérieur.

ARTICLE 8

Le présent règlement entre en vigueur suivant les dispositions de la Loi.

ADOPTION DU RÈGLEMENT 417 SUR LA PRÉVENTION DES INCENDIES

Il est proposé par M. Éric Pariseau et adopté à l'unanimité

QUE le règlement portant le numéro 417 sur la prévention des incendies soit adopté et qu'il soit décrété par ce règlement ce qui suit, à savoir :

PRÉAMBULE

Le Règlement sur la prévention des incendies de la Municipalité a pour objectifs de favoriser le développement d'une culture de prévention auprès des citoyens et des compagnies. La volonté d'assurer un développement durable de la région passe inévitablement par des moyens tangibles pour protéger les vies humaines et les ressources économiques qui composent notre richesse locale.

Le Règlement sur la prévention des incendies est avant tout un outil de travail qui sera utilisé dans un premier temps comme moyen de persuasion pour amener la population à devenir proactive en matière de sécurité incendie.

À moins de situation grave, l'application de la réglementation se fera dans un esprit favorisant la collaboration du public. De plus, il sera justifié de définir des échéanciers afin de permettre aux citoyens de se conformer à la réglementation.

Néanmoins, dans certains cas, il devient impératif de faire respecter, sans délai, la réglementation afin d'assurer la sécurité du public. Les récalcitrants ou les récidivistes se verront alors poursuivis selon les dispositions pénales prévues.

La Municipalité demande la collaboration de ses citoyens afin de favoriser, dans leur milieu de vie, le respect de cette réglementation. Nous avons tous intérêts à prendre les moyens qui s'imposent pour protéger nos vies et notre village.

Chapitre 1 « Dispositions générales »

1. *Domaine d'application*

Le présent règlement contient des exigences pour la prévention des incendies, la lutte contre l'incendie et la sécurité des personnes dans les bâtiments. Il régit les activités présentant des risques d'incendie, l'entretien du matériel de sécurité et des voies d'évacuation, les extincteurs portatifs, le contenu des bâtiments et l'élaboration de plans de sécurité incendie y compris l'organisation du personnel de surveillance pour les cas d'urgence. Il vise également à réduire l'incidence des incendies qui pourraient se déclarer à l'extérieur des bâtiments et présenter un risque pour la communauté et traite de la façon de les circonscrire et de les combattre ainsi que du stockage et de la manutention des marchandises dangereuses et des liquides inflammables et combustibles.

2. *Territoire visé*

Les dispositions du présent règlement s'appliquent à l'ensemble du territoire sous la juridiction de la Régie Intermunicipale des 3 Monts, Soit Ham Nord, Saints-Martyrs Canadiens, Notre Dame de Ham, Saint Fortunat et Saint Adrien



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

3. *Responsabilité de l'application – directeur*

La Régie Intermunicipale des 3 Monts est chargée de l'administration et de l'application du présent règlement.

Les exigences formulées par le présent règlement ou celles que détermine Régie Intermunicipale des 3 Monts en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés, sont établies pour la sécurité du public en regard de la protection contre les incendies.

À cet effet, l'autorité compétente de la sécurité incendie est autorisée, à moins de stipulations contraires, à prendre toutes les mesures nécessaires prévues par la loi pour en assurer l'observance.

On ne doit pas interpréter le présent règlement comme tenant la Régie Intermunicipale des 3 Monts ou son personnel responsable pour tout dommage à des personnes ou à des biens en raison d'une inspection ou réinspection autorisée par les présentes, ou par un manque d'inspection ou réinspection, ou en raison du permis émis tel qu'il est prévu aux présentes, ou en raison de l'approbation ou désapprobation de tout équipement autorisé par les présentes.

4. *Responsabilité*

Sauf indication contraire, le propriétaire, le locataire, l'occupant ou le mandataire de l'une ou l'autre de ces personnes est responsable du respect des dispositions du présent règlement.

5. *Code national de prévention des incendies*

Le Code national de prévention des incendies du Canada 2010 et ses amendements sont, par le présent règlement, adoptés sous réserve des modifications apportées et prévues au présent règlement relatif à la prévention des incendies.

Chapitre Bâtiment du code de sécurité

Chapitre Bâtiment du code de sécurité (CBCS) et ses amendements sont, par le présent règlement, adoptés sous réserve des modifications apportées et prévues au présent règlement relatif à la prévention des incendies.

6. *Droits acquis*

Aucun immeuble ne jouit de droits acquis à l'encontre des exigences requises pour la sécurité du public en regard de la prévention des incendies.

7. *Pouvoirs spéciaux*

En tout temps, l'autorité compétente est autorisée à prendre les mesures nécessaires pour faire face aux cas d'urgence nécessitant une intervention de manière à empêcher une nuisance, un contaminant dangereux ou un danger qui pourrait affecter de façon grave l'environnement ou la santé publique de la municipalité.

L'autorité compétente doit aviser les autorités municipales dans les plus brefs délais. Selon le cas, il doit également aviser le **Centre de contrôle environnemental** du Québec, **Direction** régionale ainsi que l'Agence de la santé et des services sociaux concerné

8. *Pouvoirs d'inspection*

- 1) Aux fins d'application du présent règlement, l'autorité compétente est autorisée à examiner, entre 7 h et 21 h, tout lieu d'habitation à moins d'une plainte ou du constat d'un risque tel que décrit à l'article 7.
- 2) L'autorité compétente peut visiter et examiner tous les autres bâtiments afin de constater si les dispositions du présent règlement sont observées.
- 3) Tout droit de visite doit être exercé en présence soit du propriétaire, soit du locataire soit de l'occupant de l'immeuble lors des heures d'ouverture du commerce.
- 4) Tout propriétaire, locataire ou occupant ou personne attitrée d'une propriété, d'un bâtiment ou d'un édifice est tenu de recevoir ledit officier, de s'identifier et de lui permettre la visite et l'examen des lieux, sous réserve de la législation applicable.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

9. *Approbation des plans*

Avant l'émission du permis pour une construction ou pour un changement d'usage d'un bâtiment qui sera classé comme étant un risque élevé et/ou très élevé ou lors de la rénovation d'un bâtiment de ces classes de risques pour plus de cinquante (50)% de sa valeur, l'inspecteur en bâtiments de la municipalité devra consulter le TPI.

Pour les fins du présent règlement, celui-ci y vérifiera les éléments concernant la prévention d'incendie, la protection contre le feu, la sauvegarde des vies et recommandera aux autorités compétentes de prendre les mesures nécessaires pour assurer la protection des personnes et des biens.

10. *Certificat de qualité*

Toute personne visitant un lieu en vertu du présent règlement doit, sur demande, s'identifier et exhiber le certificat délivré par la Régie attestant de sa qualité.

11. *Suspension d'activités et de travaux*

12. *L'autorité compétente peut pour un motif raisonnable, empêcher et suspendre les activités et les travaux non conformes au présent règlement* **Rapport sur matériaux et équipements**

L'autorité compétente peut exiger, pour s'assurer du respect des dispositions du présent règlement, que le responsable d'un immeuble soumette à l'égard de celui-ci et à ses frais, un rapport préparé par une firme d'essais, société publique ou privée spécialisée, compétente et indépendante, sur les matériaux, les équipements, les dispositifs, les méthodes de construction, les éléments fonctionnels et structuraux utilisés dudit immeuble.

Chapitre 2 « Dispositions interprétatives »

13. *Définitions*

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par :

Alarme non fondée : une alarme est non fondée lorsqu'elle est déclenchée sans nécessité en raison d'une installation inappropriée d'un système d'alarme incendie, d'un défaut de son fonctionnement, d'une négligence de son entretien, d'une manipulation inadéquate ou de toute autre négligence susceptible d'interférer avec son fonctionnement.

Appareil de chauffage : appareil servant principalement au chauffage d'un bâtiment ou d'une partie d'un bâtiment.

Appareil de chauffage à combustible solide : dispositif servant à transformer du combustible solide en chaleur utile et comprenant les éléments, les commandes, le câblage et les conduits, les foyers en maçonnerie et les foyers préfabriqués.

Avertisseur de fumée : détecteur de fumée avec alarme incorporée conçu pour donner l'alarme dès la détection de fumée à l'intérieur de la pièce ou de la suite dans laquelle il est installé.

Autorité compétente : le directeur du Service de sécurité incendie, ses représentants et les inspecteurs en prévention des incendies reconnus par la Régie Intermunicipale Des 3 Monts dûment autorisés sur le territoire de la Municipalité et toute autre personne nommée par résolution du conseil municipal pour voir à l'application du présent règlement (ex. : inspecteur municipal, garde-feu, etc.)



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

Boisseau : élément servant à doubler intérieurement une cheminée en maçonnerie ou en béton.

Buse d'évacuation : partie d'un appareil à combustion qui reçoit le tuyau de raccordement ou le collecteur de fumée.

Cabine de pulvérisation fermée : construction ventilée mécaniquement prévue pour isoler et loger l'installation nécessaire à l'application par pulvérisation de produits de finition ou d'entretien de façon à ce que le brouillard et les résidus puissent être contrôlés et évacués.

Cabine de pulvérisation ouverte : construction ventilée mécaniquement prévue pour loger l'installation nécessaire à l'application par pulvérisation de produits de finition ou d'entretien de façon à ce que le brouillard et les résidus puissent être contrôlés et évacués.

Chapeau : dispositif placé à la partie supérieure d'une cheminée servant à empêcher la pluie de pénétrer dans le conduit de la cheminée ; un tel dispositif peut comporter un grillage.

Carneau : conduit d'un appareil par lequel les gaz de combustion sont évacués du foyer vers la cheminée.

Centre de télésurveillance : installation recevant les signaux d'alarme incendie et où l'on retrouve, tout temps, le personnel formé pour traiter les appels et les acheminer aux services d'urgence. regroupe généralement sous ce vocable les installations communément appelées

« centrale de réception d'alarme », « centrale de surveillance » ou « centrale monitrice ».

Certifié : appareil, composante, accessoire, construction ou pièce, qui ont subi divers tests et évaluations de sa conformité à une norme. L'appareil, composante, accessoire, construction ou pièce certifiés doit être porteur d'une plaque du laboratoire ayant effectué les essais. Cette plaque doit indiquer la norme à laquelle il a été soumis ainsi que les lettres du laboratoire. Les principaux laboratoires sont ULC, CSA, ACNOR, W.H.

Charge combustible : contenu combustible d'une pièce ou d'une aire de plancher, exprimé par le poids moyen du matériau combustible par unité de surface, à partir duquel on calcule le potentiel calorifique pouvant être dégagé connaissant le pouvoir calorifique du matériau ; comprend l'ameublement, les revêtements de sol, de mur et de plafond, la menuiserie de finition et les cloisons provisoires et amovibles (en ce qui concerne l'usage d'un bâtiment).

Chemisage : voir la définition de conduit de cheminée.

Citerne portable : récipient fermé conçu pour être déplacé lorsqu'il contient un liquide, équipé de patins, de fixations ou d'accessoires pour faciliter sa manutention et qui ne fait pas partie intégrante d'un véhicule de transport.

Clef de tirage : dispositif commandé par une clef et servant à régler le tirage d'un tuyau à fumée.

Code de construction : le Code de construction du Québec, chapitre 1, Bâtiment et Code national du bâtiment Canada 1995 (modifié) et ses amendements.

Code national de prévention des incendies : le Code national de prévention des incendies du Canada 2005 (CNRC, no 4766F) et ses amendements.

Combustible liquide ou gazeux : gaz propane, gaz naturel, mazout, kérosène et tout autre sous-produit liquide ou gazeux de la biomasse utilisés comme combustible dans un appareil.

Combustible solide : bois, tourbe, granules, charbon, maïs et autres sous-produits de la biomasse, utilisés comme combustible dans un appareil de chauffage et/ou de cuisson.

Conduit de cheminée : composé de métal, d'argile ou de céramique, capable de résister à la chaleur et à la corrosion, installé dans une cheminée pour contenir les produits de la combustion et protéger l'enveloppe de la cheminée contre la chaleur et la corrosion.

Conduit de distribution : qui achemine l'air en provenance d'un appareil de chauffage, de ventilation ou de climatisation vers l'endroit où cet air est requis.

Créosote : substance goudronneuse qui se retrouve, à l'état gazeux, dans la fumée et qui éventuellement, se liquéfie et adhère aux parois intérieures des cheminées et des conduits de fumée où elle s'accumule sous forme de dépôts solides.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

Détecteur de chaleur : conçu pour se déclencher à une température ou à un taux d'augmentation de température prédéterminé.

Détecteur de fumée : conçu pour se déclencher lorsque la concentration de produits de combustion dans l'air dépasse un niveau prédéterminé.

Détecteur d'incendie : dispositif qui décèle un début d'incendie et transmet automatiquement un signal électrique qui déclenche un signal d'alerte ou un signal d'alarme ; comprend les détecteurs de chaleur et les détecteurs de fumée.

Directeur : le directeur du Service de sécurité incendie, ses représentants et les inspecteurs en prévention des incendies reconnus par la MRC d'Arthabaska dûment autorisés sur le territoire de la Municipalité et toute autre personne nommée par résolution du conseil municipal pour voir à l'application du présent règlement.

Écran de protection : assemblage de matériaux incombustibles servant à restreindre le rayonnement de la chaleur se dégageant d'un appareil de chauffage et à empêcher que cette chaleur soit transmise à des matériaux combustibles voisins.

Feu de classe K : provenant des appareils de cuisson et impliquant des agents de cuisson de nature combustible tels que les huiles végétales ou animales et les graisses.

Foyer : caisson de maçonnerie ou métallique reposant sur une surface incombustible, avec porte et cheminée, munie d'un pare-étincelles de façon à empêcher les tisons et autres matières combustibles de s'échapper, avec, à l'arrière et au niveau de la chambre de combustion, une surface pare-étincelles représentant 100% du pourtour du foyer.

Générateur d'air chaud : appareil dans lequel l'air constitue le fluide chauffant et auquel on peut généralement raccorder des conduits.

Générateur de chaleur : appareil destiné soit à chauffer directement une pièce ou un local, tel un poêle, un foyer à feu ouvert ou un générateur de chaleur suspendu, soit à chauffer les pièces ou locaux d'un bâtiment au moyen d'une installation de chauffage central, tel un générateur d'air chaud ou une chaudière.

Habitation : habitation du groupe C, bâtiment ou partie de bâtiment où des personnes peuvent dormir, sans y être hébergées ou internées en vue de recevoir des soins médicaux ou sans y être détenus.

Hauteur de bâtiment : nombre d'étages compris entre le plancher du premier étage et le toit.

Hébergement temporaire : tout bâtiment ou partie de bâtiment n'étant pas construit comme lieu de sommeil ou ne faisant pas partie d'un logement et qui temporairement est utilisé à cette fin.

Homologué : terme s'appliquant à un appareil et à ses accessoires, indiquant que ces derniers sont attestés conformes aux normes nationales qui en régissent la fabrication et le fonctionnement ou reconnu comme ayant subi avec succès les essais qui tiennent lieu de ces normes ; un appareil ne peut être considéré homologué que s'il porte la marque spécifique d'un laboratoire accrédité auprès du Conseil canadien des normes.

Immeuble impropre : un bâtiment impropre comprend de manière non limitative, un bâtiment abandonné et non entretenu, un bâtiment infecté par des bactéries, animaux ou moustiques, un logement non entretenu avec présence de nourriture pourrie, un logement avec présence de matière fécale animale ou humaine, dans un local habité avec des amoncellements d'objets de plus de 60 % de l'espace habitable, un bâtiment ayant présence de produits chimiques ou biologiques pouvant affecter la sécurité des gens, un bâtiment habité sans ameublement, un logement dont les murs sont recouverts de matières hautement combustibles comme le papier journal et les pellicules de plastique.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

Marchandise dangereuse : produit ou substance réglementés par la Loi sur le transport des marchandises dangereuses et les règlements adoptés sous sa juridiction ou à défaut, un produit contrôlé et réglementé par la Loi sur les produits dangereux (L.R., 1985, ch. H-3) ainsi que les règlements en découlant.

Niveau moyen du sol : le plus bas des niveaux moyens définitifs du sol, lorsque ces niveaux se situent le long de chaque mur extérieur d'un bâtiment à l'intérieur de trois mètres du mur, selon des relevés qui tiennent compte de toute autre dénivellation que celle donnant accès aux portes d'entrée du bâtiment pour véhicules et pour piétons (pour déterminer la hauteur de bâtiment).

Nuisance : tout état de chose ou de fait qui est susceptible de produire des inconvénients sérieux ou de porter atteinte, soit à la vie, à la sécurité, à la santé, à la propriété et au confort des personnes ou qui les prive de l'exercice ou de la jouissance d'un droit commun constitue une nuisance.

Pièce pyrotechnique de la classe 7.2.1 : comporte un risque restreint, généralement utilisée à des fins de divertissement, telles que les pièces suivantes : pluie de feu, fontaines, pluie d'or, feux de pelouse, soleils tournants, chandelles romaines, volcans, brillants, pétards de Noël et capsules pour pistolet jouet, telles que définies par la Loi sur les explosifs (S.R., chap. E-15) et par le Règlement sur les explosifs.

Pièce pyrotechnique de la classe 7.2.2 : comporte un risque élevé, généralement utilisée à des fins de divertissement, telles que les pièces suivantes : fusées, serpenteaux, obus, obus sonores, tourbillons marrons, grands soleils, bouquets, barrages, bombardos, chutes d'eau, fontaines, salves, illuminations, pièces montées, pigeons et pétards, et définies par la Loi sur les explosifs (S.R., chap. E-15) et par le Règlement sur les explosifs.

Pièce pyrotechnique de la classe 7.2.5 : comporte un risque élevé et ayant généralement un usage pratique comme les gros signaux de détresse, les signaux sonores, pyrotechniques et fumigènes, les pétards ferroviaires, les fusées de détresse et les fusées, lance-amarres, les saluts, les articles de théâtre et les dispositifs de contrôle de la faune, telles que définies par la Loi sur les explosifs (S.R., chap. E-15).

Pression de vapeur : s'exerce par les vapeurs se dégageant d'un liquide et déterminée selon la méthode décrite dans la norme ASTM D323, « Vapor Pressure of Petroleum Products (Reid Method) ».

Ramonage : procédé par lequel on extrait, à l'aide d'un racloir, d'une brosse métallique ou en nylon, la suie, le créosote et d'autres corps étrangers qui adhèrent aux parois intérieures des cheminées, des tuyaux à fumée et des appareils de chauffage.

Ramoneur : toute personne effectuant les opérations de ramonage de cheminées en conformité avec les prescriptions du présent règlement.

Récupérateur de chaleur : dispositif installé sur un tuyau à fumée et servant à récupérer la chaleur dégagée par les gaz de combustion.

Registre barométrique : voir la définition de régulateur de tirage.

Règlement de construction : tout règlement de construction applicable et en vigueur sur le territoire de la Municipalité et adopté au territoire visé.

Régulateur de tirage : dispositif servant à faire pénétrer dans un conduit d'évacuation de fumée, l'air qui est requis afin de régulariser le tirage de ce conduit.

Réservoir de stockage usagé : réservoir de stockage qui a déjà servi quel que soit la durée d'utilisation.

Résidence supervisée : établissement de soins ou de détention du groupe B, division 2, autre qu'un hôpital, une infirmerie ou une maison de repos, lequel abrite des personnes qui reçoivent ou à qui on offre des soins médicaux uniquement de transition ou des soins d'aide (voir l'annexe A du Code de construction du Québec).

Responsable : comprend le propriétaire, l'occupant ou le locataire de tout immeuble de même que tout mandataire de l'une ou l'autre de ces personnes.

Responsable d'un système d'alarme incendie : le propriétaire de l'immeuble, ou de la fraction d'un immeuble détenu en copropriété divisée, auquel est lié le système d'alarme incendie et, dans le cas où l'intervention du Service de sécurité incendie de la Municipalité ne peut être associée à aucune unité en particulier, le syndicat des copropriétaires de l'immeuble détenu en copropriété divisée.

Risque d'incendie – Catégories 1-2-3-4 : Les catégories de risques réfèrent au tableau du Schéma de couverture de risques de la MRC d'Arthabaska selon la classification édictée soit pour les bâtiments ou risques faibles intitulé risques 1, de risques moyens intitulé risques 2, de risques élevés intitulé risque 3 et finalement de risques très élevés intitulé risques 4.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

Risque important d'incendie : de façon non limitative, un risque important d'incendie comprend le mauvais fonctionnement d'un appareil de chauffage, la surchauffe d'un système électrique, la défectuosité d'un système de ventilation, l'utilisation non appropriée ou la défectuosité d'un appareil électrique, l'utilisation non appropriée ou la défectuosité d'un appareil à combustion, l'utilisation ou l'entreposage de produit dangereux dans un endroit non approprié, l'utilisation ou la présence d'un procédé de fabrication dans un local qui ne correspond pas à la classification de l'usage du bâtiment, l'utilisation de flammes pour des fins de fabrication et de travaux, autres que pour l'usage du local, la présence de signes évidents, d'insouciance, d'éléments de base de sécurité comme des amoncellements d'articles de fumeur et d'objets brûlés dans une pièce ou la présence de flammes nues dans un endroit sans surveillance.

Salle de spectacle : lieu de réunion destiné aux représentations publiques de pièces de théâtre, d'opéra, de cinéma ou autres, consistant en une salle équipée de sièges fixes réservés à l'usage exclusif de spectateurs.

Scène : espace conçu pour donner des représentations publiques et comportant des possibilités de changement rapide de décors, un éclairage au plafond et les installations permettant de réaliser des effets sonores et lumineux, séparé généralement mais non obligatoirement de la salle par un mur d'avant-scène et un rideau.

Signal d'alarme : signal sonore transmis dans une ou plusieurs zones ou dans tout un bâtiment pour prévenir les occupants d'une situation d'urgence.

Signal d'alerte : signal sonore pour prévenir les personnes désignées d'une situation d'urgence.

Système d'alarme incendie : un système d'alarme incendie est une combinaison de dispositifs conçue pour avertir les occupants du bâtiment d'une urgence. Il peut être local ou relié à une centrale d'alarme, mais doit comprendre au moins les dispositifs suivants :

- 1° un poste de commande ou un autre mode d'alimentation du système ;
- 2° une station manuelle ;
- 3° un appareil à signal sonore.

Est également un système d'alarme incendie, tout système de sécurité ayant au moins une composante de détection d'incendie.

Un tel système d'alarme est construit ou installé de façon à ce qu'il ne se déclenche que lorsqu'il existe la situation de fait contre laquelle il doit protéger. Cette expression inclut également tout appareil de type magnétophone, communément appelé « tape dialer », lequel est programmé pour composer un numéro de téléphone déterminé, lorsqu'il est déclenché.

Système d'alarme incendie relié : Un système conçu de façon à ce que le Service de sécurité incendie soit averti par l'intermédiaire d'un *centre de télésurveillance*, lorsqu'un système d'alarme incendie est déclenché et qu'un signal électronique est transmis.

Suite : local constitué d'une seule pièce ou d'un groupe de pièces complémentaires et occupé par un seul locataire ou propriétaire ; comprend les logements, les chambres individuelles des motels, hôtels, maisons de chambres et des pensions de famille, les dortoirs, les maisons unifamiliales, de même que les magasins et les établissements d'affaires constitués d'une seule pièce ou d'un groupe de pièces.

Tirage : mouvement de l'air, des gaz de combustion ou d'un mélange de ceux-ci à l'intérieur d'un appareil de chauffage et de ses conduits d'évacuation ; il correspond à la différence entre les pressions s'exerçant à l'intérieur et à l'extérieur de l'appareil ou de ses conduits, à un niveau de référence donné. Lorsque la pression y est plus élevée à l'intérieur qu'à l'extérieur, l'appareil et ses conduits sont considérés comme fonctionnant par pression positive ou par tirage forcé ; dans le cas contraire, ils sont considérés comme fonctionnant par pression négative ou par tirage naturel.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

Les définitions des autres mots et expressions définis dans le Code national de prévention des incendies font partie intégrante du présent règlement.

Les mots et expressions non définis au présent chapitre ont le sens courant.

Chapitre 3 « Utilisation des immeubles et infrastructures »

14. *Risque important d'incendie*

Lorsque l'autorité compétente a des motifs raisonnables de croire qu'il existe dans l'état ou l'utilisation d'un immeuble un risque important d'incendie, elle peut exiger des mesures appropriées pour éliminer ou confiner ce risque ou ordonner l'évacuation immédiate des personnes qui se trouvent dans ou sur cet immeuble et en empêcher l'accès aussi longtemps que ce risque subsistera

15. *Pouvoirs d'intervention*

Tout membre du service de sécurité incendie dans l'exercice de ses fonctions peut pénétrer en tout temps sur une propriété, dans un véhicule ou dans un bâtiment et y pratiquer les brèches nécessaires dans les clôtures, murs, toits et autres endroits semblables pour le sauvetage de personnes, combattre le feu ou empêcher la propagation de celui-ci, pourvu qu'il y ait évidence raisonnable d'un risque de danger à la personne, à la propriété et/ou à un bâtiment sur cette propriété ou dans ce bâtiment.

16. *Immeuble impropre - évacuation*

Lorsque l'autorité compétente a des motifs raisonnables de croire qu'il existe dans l'état ou dans l'utilisation d'un immeuble un risque important d'incendie ou un danger pour la santé et la sécurité du public, elle peut le déclarer impropre aux fins pour lesquelles il est destiné.

Tout danger structural ou physique mettant en péril la stabilité d'un bâtiment ou la sécurité du public est considéré comme étant impropre aux fins du présent chapitre.

17. *L'immeuble doit alors être évacué et son occupation interdite. Pouvoirs de démolition*

Le directeur du service de sécurité incendie ou son représentant est autorisé à faire procéder à la démolition de tout bâtiment, maison, clôture, lorsque la chose est jugée nécessaire pour arrêter la propagation d'un incendie et/ou de tout risque d'incendie et/ou afin d'assurer la sécurité d'un ou des occupants ou d'un ou des passants.

18. *Interdiction d'accès - affichage*

Lorsque l'autorité compétente décide d'ordonner l'évacuation ou de défendre l'accès d'un immeuble, elle peut faire afficher, aux limites ou à l'entrée de cet immeuble, l'ordre d'évacuer immédiatement les lieux et la défense d'y pénétrer.

Tant et aussi longtemps que l'autorité compétente n'a pas fait enlever cette affiche, personne ne peut pénétrer dans ou sur l'immeuble ou refuser d'évacuer les lieux.

19. *Travaux et modifications requis*

Lorsque l'autorité compétente avise le propriétaire d'un immeuble utilisé à certaines fins et qu'elle accorde un délai pour effectuer les travaux ou modifications nécessaires pour se conformer aux exigences qu'il spécifie, elle peut interdire, à l'expiration de ce délai, son utilisation et en empêcher

l'accès jusqu'à ce que les travaux ou modifications aient été effectués ou que cesse l'utilisation aux mêmes fins.

20. *Bâtiments incendiés*

- 1) Tout bâtiment incendié doit être adéquatement clos et barricadé afin de prévenir tout risque d'accident ou de vol après que le Service de sécurité incendie ait remis le bâtiment au propriétaire ou son représentant. À défaut de barricader le bâtiment, le propriétaire ou son représentant doit s'assurer de la surveillance permanente des lieux.
- 2) Toute propriété, sur laquelle se trouvent des débris à la suite d'un incendie, doit être clôturée jusqu'à ce que les débris aient été enlevés. La clôture doit avoir une hauteur minimale 1,5 mètre et être construite de façon à empêcher les personnes de pénétrer sur le terrain.
- 3) L'autorité compétente peut demander de barricader et/ou clôturer un bâtiment incendié selon les délais prescrits à la remise de propriété. Les barricades et/ou clôtures exigées doivent être conformes au Code de construction en vigueur.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

21. Hébergement temporaire - devoirs du propriétaire

- 1) Tout propriétaire ou responsable d'un établissement n'étant pas une résidence doit aviser par écrit l'autorité compétente lorsque ledit endroit servira d'hébergement temporaire pour la nuit, en mentionnant le nom de la ou des personnes responsables, le nombre d'occupants, la durée du séjour et l'emplacement des occupants.
- 2) La personne responsable doit prendre les mesures nécessaires pour que les occupants soient avertis d'un début d'incendie, soit par l'installation d'avertisseurs de fumée, soit par la présentation d'un plan de surveillance déposé et approuvé par l'autorité compétente.

22. Occupation partielle – devoirs du propriétaire

Un propriétaire qui désire occuper une partie de son bâtiment avant la fin de sa construction doit s'assurer que :

- 1) Le système de détection et d'alarme incendie dans la partie occupée est en bon état de fonctionnement ;
- 2) Dans la partie occupée, les mesures de lutte contre l'incendie prévues dans le Code national du bâtiment sont en bon état de fonctionnement ;
- 3) Les moyens d'évacuation sont utilisables et libres d'obstruction ;
- 4) Les issues doivent être conformes au Code de construction du Québec ;
- 5) La partie non occupée n'est pas accessible au public.

23. Représentations occasionnelles

- 1) Toute représentation théâtrale ou cinématographique donnée dans une salle publique autre qu'un cinéma ou un théâtre doit être conforme aux dispositions prévues ci-après.
- 2) Les lieux doivent être conformes aux exigences suivantes :
 - a) Il ne doit y avoir ni décoration, ni décor, à moins qu'ils ne soient incombustibles ou ignifuges, en conformité avec la norme NFPA-705 « Field Flame Test for Textiles and Films » ;
 - b) Les sièges, s'ils ne sont pas fixés au plancher, doivent être installés en conformité avec l'article 2.7.1.5 du Code national de prévention des incendies ;
 - c) Lorsqu'une représentation théâtrale ou cinématographique de plus de 150 personnes a lieu à un étage supérieur au premier, des mesures compensatoires pour assurer un niveau de sécurité satisfaisant doivent être soumises et préalablement approuvées par l'autorité compétente, si le bâtiment n'est pas de construction incombustible ou protégé par gicleurs ;
 - d) La salle doit être munie d'un système d'alarme incendie ;
 - e) La salle doit avoir le nombre d'issues requis et conforme pour cette nouvelle affectation ;
 - f) Le personnel de surveillance doit connaître le plan d'évacuation et les procédures à suivre en cas d'incendie lors des événements.

24. Foires commerciales et expositions

Lorsqu'un bâtiment de type « aréna » est utilisé occasionnellement pour des foires commerciales et des expositions et que ce bâtiment n'est pas entièrement protégé par gicleurs, des mesures compensatoires pour assurer un niveau de sécurité satisfaisant doivent être soumises et préalablement approuvées par l'autorité compétente.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

25. *Visibilité des numéros civiques*

- 1) Les chiffres servant à identifier le numéro civique d'un bâtiment doivent être placés en évidence et éclairés suffisamment de telle façon qu'il soit facile de les repérer à partir de la voie publique.
- 2) Advenant la nécessité d'utiliser un poteau ou un lampadaire pour se conformer au paragraphe 1, celui-ci doit être localisé sur la propriété du bâtiment et être conforme à la réglementation applicable.
- 3) En zone rurale, le numéro civique doit également être indiqué sur la boîte aux lettres.

26. *Voies d'accès*

Des affiches signalant l'interdiction de stationner face aux raccords pompiers doivent être placées bien en vue aux endroits où cette interdiction s'applique.

27. *Accessibilité aux issues et entretien*

- 1) Le propriétaire d'un bâtiment doit prendre toutes les mesures nécessaires afin que toutes issues et accès aux issues du bâtiment soient en tout temps fonctionnels et libres d'obstruction.
- 2) Dès qu'une partie de bâtiment est louée par bail écrit pour une période de plus de 6 mois, c'est le locataire qui doit prendre toutes les mesures nécessaires afin que chaque issue de la partie louée du bâtiment soit en tout temps fonctionnels.
- 3) Dans le cas d'une issue commune à plusieurs locataires, le propriétaire doit avoir prévu, dans le bail de location, lequel est responsable de l'entretien de cette issue. À défaut, c'est le propriétaire qui demeure responsable.
- 4) Lorsque des personnes handicapées et/ou âgées occupent l'étage supérieur ou une partie, le demi-sous-sol ou le sous-sol d'un bâtiment, l'autorité compétente peut exiger l'aménagement, par le propriétaire dudit bâtiment, d'une issue additionnelle.

Chapitre 4 « Nuisances »

28. *Nuisances – interdiction générale*

Tout acte ou état de fait, causant une nuisance au sens du présent chapitre, est prohibé sur le territoire de la Régie Intermunicipale Des 3 Monts.

L'élément nuisible peut également provenir d'un état de choses, d'un acte illégal ou de l'usage abusif d'un objet ou d'un droit susceptible de constituer un risque d'incendie ou un risque d'accident pour le public en général et qui revêt un certain caractère de continuité.

L'autorité compétente peut exiger toute mesure qu'il juge nécessaire pour éliminer une nuisance.

29. *Nuisances – interdictions spécifiques*

Sans limiter la généralité de l'article 25, les faits, circonstances, gestes et actes suivants constituent des nuisances et sont à ce titre prohibés :

- 1) Le fait, pour une personne, d'entreposer ou de placer des matériaux combustibles tels du bois, papier, carton, vis-à-vis une porte de garage, un accès à un bâtiment, une porte d'un bâtiment, dans un escalier et vis-à-vis une fenêtre de manière à propager un risque
- 2) d'incendie aux bâtiments. Le courrier de moins d'une semaine n'est pas considéré à cette fin ;
- 3) Le fait pour une personne de permettre ou tolérer que la fumée, provenant de la combustion de matériaux utilisés pour un feu de foyer extérieur ou à ciel ouvert, se propage dans l'entourage et entre à l'intérieur d'un bâtiment ou nuise à la qualité de l'air d'une propriété voisine ou d'un locataire voisin ;
- 4) Le fait de mettre de la neige ou des matériaux nuisant à l'utilisation d'une borne d'incendie, de raccords d'incendie pour la canalisation d'incendie ou les systèmes de gicleurs ainsi que sur les entrées de gaz naturel.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

30. *Cessation d'une nuisance sur la propriété publique ou privée*

Si l'autorité compétente constate la présence de nuisances sur une propriété publique ou privée, elle peut aviser la personne qui occupe ou possède cet immeuble à quelque titre que ce soit afin de faire cesser cette nuisance.

L'avis mentionne alors que toute nuisance identifiée doit cesser sur cet immeuble dans le délai fixé par l'autorité compétente dûment autorisée à délivrer cet avis, sans quoi, la Municipalité procédera par elle-même ou par le biais d'un tiers aux travaux nécessaires de façon que cesse cette nuisance.

Chapitre 5 « Appareils de protection contre les incendies »

31. *Appareils de protection contre les incendies*

1) Nouvelle installation d'un système d'alarme incendie relié

Toute nouvelle installation d'un système d'alarme relié sur le territoire de la Municipalité doit respecter les normes édictées ci-dessous.

- a) Le système d'alarme doit être doté d'un panneau de contrôle conforme à la norme **ULC S545 *Standard for residential fire warning system control units.***
- b) Les composantes du système d'alarme relié doivent être installées conformément à la norme **ULC S540 *Standard for installation of residential fire warning systems,*** par un entrepreneur possédant une licence valide délivrée par la
- c) Régie du bâtiment du Québec, ayant la sous-catégorie **4252.2 - Entrepreneur en système d'alarme contre l'incendie** ou encore la sous-catégorie **4284 - Entrepreneur en électricité.**
- d) Un système d'alarme relié doit être entretenu conformément aux recommandations du fabricant, telles que définies dans le livret d'instructions accompagnant l'appareil.
- e) Un système d'alarme lorsque relié doit être transmis à un centre de télésurveillance qui détient un permis valide délivré par le Bureau de la sécurité privée. Tous les systèmes d'alarme reliés visés par le présent article doivent être munis de l'option de déclenchement de l'alarme à double signal. Cette option doit être activée afin que l'occupant des lieux puisse bénéficier d'un premier délai d'au moins 30 secondes et d'un deuxième délai d'au moins 60 secondes, et ce, préalablement à la transmission de l'alarme au centre de télésurveillance.

2) Utilisation malicieuse et vérification d'un appareil

- a) Le fait d'utiliser, de permettre que soit utilisé ou de faire fonctionner malicieusement ou par vandalisme une installation de protection ou un appareil de protection contre l'incendie constitue une infraction au présent chapitre.
- b) Toute personne qui effectue des travaux de réparation ou de vérification sur un réseau avertisseur d'incendie, doit en aviser la centrale d'alarme à laquelle est raccordé ce réseau.
- c) **Alarmes incendie non fondées.** Pour toute alarme incendie non fondée déclenchée sur son territoire, la Régie prend une des mesures décrites ci-après, laquelle est déterminée en fonction du nombre d'alarmes incendie non fondées cumulées pendant une période de 18 mois. Cette période commence à la date de la première alarme non fondée.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

- d) Le propriétaire d'un système d'alarme incendie relié à l'origine d'une deuxième alarme non fondée, qui n'a pas transmis la requête lors de l'alarme précédente, se voit imposer une première amende. Le propriétaire reçoit de l'autorité compétente une **Requête de détermination de la cause d'une alarme non fondée et de vérification d'un système d'alarme incendie relié**. Le propriétaire doit alors répondre aux exigences prescrites par la requête et la transmettre à la Régie avant l'expiration du délai fixé de 15 jours.
- e) Le propriétaire d'un système d'alarme incendie relié à l'origine d'une troisième alarme non fondée qui n'a pas transmis la requête lors de l'alarme précédente se voit imposer une deuxième amende. Le propriétaire d'un système d'alarme incendie relié à l'origine d'une troisième alarme non fondée reçoit de l'autorité compétente une **Requête de détermination de la cause d'une alarme non fondée et de vérification d'un système d'alarme incendie relié**. Le propriétaire doit alors répondre aux exigences prescrites par la requête et la transmettre à la Régie avant l'expiration du délai fixé de 15 jours.
- f) La personne responsable d'un système d'alarme incendie est tenue au paiement des amendes prévues à l'article 66 du présent règlement lié au déplacement du Service de sécurité incendie à la suite d'une alarme non fondée.
- g) Lorsque l'autorité compétente a des motifs raisonnables de croire que tout appareil ou système de détection, de protection ou d'extinction contre l'incendie est défectueux, le responsable de tout bâtiment ou terrain muni d'un tel système doit, à la demande de l'autorité compétente, le faire vérifier par un entrepreneur possédant une licence valide délivrée par la Régie du bâtiment du Québec, ayant la sous-catégorie **4252.2 - Entrepreneur en système d'alarme contre l'incendie** ou encore la sous-catégorie **4284 - Entrepreneur en électricité**, et lui présenter un certificat et un rapport d'inspection de la conformité du système au présent code, le tout dans le délai imparti.

32. *Responsabilité du propriétaire*

L'occupant ou l'un de ses représentants doit se rendre sur les lieux et s'y trouver dans les vingt (20) minutes suivant le déclenchement de l'alarme aux fins de donner accès aux lieux protégés pour en permettre l'inspection et la vérification intérieure, pour interrompre l'alarme ou rétablir le système s'il y a lieu. Tout défaut de respecter cet article constitue une infraction imputable au propriétaire, en sus de toute autre infraction au présent règlement.

33. *Autorité de faire cesser une alarme de plus de vingt (20) minutes*

En l'absence du propriétaire ou de son représentant, un officier peut prendre, aux frais de l'utilisateur d'un système d'alarme, y compris un système d'alarme d'un véhicule routier, d'un immeuble ou autre lieu protégé, les dispositions nécessaires pour faire cesser l'alerte sonore ou lumineuse dont l'émission dure depuis plus de vingt (20) minutes consécutives suivant le déclenchement de l'alarme. À cette fin, l'officier peut autoriser les pompiers à pénétrer dans tout immeuble si personne ne s'y trouve à ce moment.

34. *Enseignes*

Tout bâtiment pourvu d'un système d'extinction automatique ou d'une canalisation d'incendie doit avoir une enseigne installée bien à la vue, à l'entrée principale du bâtiment, indiquant l'endroit où se trouvent la ou les soupapes d'arrêt de ces systèmes ainsi que la position des raccords pompiers.

D'autres enseignes indicatrices peuvent être exigées à l'intérieur du bâtiment, s'il y a lieu.

35. *Installation partielle*

Tout bâtiment muni d'une installation partielle d'extinction automatique à eau doit avoir une enseigne installée bien à la vue à l'entrée du bâtiment, indiquant la partie du bâtiment protégée.

36. *Avertisseurs de fumée et réseau d'avertisseurs*

- 1) Des avertisseurs de fumée doivent être installés dans chaque logement et dans chaque pièce où l'on dort ne faisant pas partie d'un logement.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

- 2) Les avertisseurs de fumée à l'intérieur des logements doivent être installés entre chaque aire où l'on dort et le reste du logement ; toutefois, lorsque les aires où l'on dort sont desservies par des corridors, les avertisseurs de fumée doivent être installés dans les corridors.
- 3) Dans les logements comportant plus d'un étage, au moins un avertisseur de fumée doit être installé à chaque étage à l'exception des greniers non chauffés et des vides sanitaires ; un avertisseur de fumée est requis dans les sous-sols.
- 4) Lorsque l'aire d'un étage excède 130 mètres carrés, un avertisseur de fumée additionnel doit être installé pour chaque unité de 130 mètres carrés ou partie d'unité.
- 5) Les avertisseurs de fumée doivent être fixés au plafond ou à proximité de celui-ci, conformément aux directives d'installation fournies par le manufacturier de l'appareil et de la norme sur l'installation des avertisseurs de fumée CAN/ULC-S553-02
- 6) Dans les nouveaux bâtiments et dans les bâtiments faisant l'objet de rénovation dont le coût estimé (aux fins d'émission du permis de rénovation) excède 20 % de l'évaluation foncière du bâtiment, les avertisseurs de fumée doivent être raccordés de façon permanente à un circuit électrique et il ne doit y avoir aucun dispositif de sectionnement entre le dispositif de protection contre les surintensités et l'avertisseur de fumée. Lorsqu'un bâtiment n'est pas alimenté en énergie électrique, les avertisseurs de fumée peuvent être alimentés par une pile.
- 7) Lorsque plusieurs avertisseurs de fumée raccordés à un circuit électrique doivent être installés à l'intérieur d'un logement, ceux-ci doivent être reliés électriquement entre eux de façon à se déclencher tous automatiquement dès qu'un avertisseur est déclenché. Un avertisseur de fumée doit être installé dans chaque chambre ou pièce occupée contre rémunération par
 - a) Des étudiants ;
 - b) Des travailleurs ;
 - c) Des personnes âgées autonomes, semi-autonomes ou en perte d'autonomie
 - d) Des bénéficiaires en santé mentale ;
 - e) Une clientèle dans une garderie ;
 - f) Une clientèle dans une famille d'accueil.
- 8) Les avertisseurs de fumée exigés par le présent règlement ne doivent pas être raccordés à un réseau détecteur et avertisseur d'incendie installé en vertu d'un autre règlement provincial ou municipal.
- 9) Un réseau détecteur et avertisseur d'incendie satisfait au présent règlement lorsque :
 - h) Des détecteurs de fumée sont installés partout où des avertisseurs de fumée sont requis par le présent règlement ;
 - i) Des dispositifs alarmes sont installés au voisinage de toutes les pièces où l'on dort et à chaque étage ;
 - j) Toutes les composantes du système d'alarme incendie portent le sceau d'homologation (ou certification) des « Underwriter's Laboratories of Canada » ;
 - k) Toute l'installation est faite suivant les recommandations des manufacturiers et les exigences du Code de construction du Québec.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

- 10) Le présent article ne s'applique pas dans des prisons et des hôpitaux où des personnes reçoivent des soins lorsque des surveillants sont en poste de façon continue sur chacun des étages où des personnes dorment.
- 11) Dans tout endroit où se trouve régulièrement un malentendant, un dispositif approprié à l'état de cette personne doit être ajouté à l'avertisseur traditionnel afin de lui permettre de réagir à l'alarme.
- 12) Dans les bâtiments existants lors de l'entrée en vigueur du présent règlement, tout avertisseur de fumée exigé par le présent règlement doit être installé et en fonctionnement dans les six mois suivant cette entrée en vigueur.
- 13) Le propriétaire du bâtiment doit installer et prendre les mesures pour assurer le bon fonctionnement des avertisseurs de fumée exigés par le présent règlement, incluant les réparations et le remplacement, lorsque nécessaire. Dans les endroits requis, il doit fournir un avertisseur de fumée sous réserve de ce qui est prévu au paragraphe 15.
- 14) Le propriétaire doit fournir aux locataires ou occupants les directives d'entretien des avertisseurs de fumée ; celles-ci doivent être affichées à un endroit facile d'accès pour la consultation par les locataires.
- 15) L'occupant ou le locataire d'un logement ou d'une chambre doit prendre les mesures pour maintenir le bon fonctionnement des avertisseurs de fumée situés à l'intérieur du logement de la chambre qu'il occupe et exigées par le présent règlement, incluant l'achat de pile et le changement de la pile au besoin. Si l'avertisseur de fumée est défectueux, il doit aviser le propriétaire sans délai.
- 16) Nul ne peut peindre, altérer ou modifier de quelque façon que ce soit un avertisseur de fumée, ni enlever son couvercle ou une de ses pièces.

37. *Détecteur de monoxyde de carbone*

- 1) Le propriétaire d'un bâtiment doit installer un détecteur de monoxyde de carbone selon les directives du manufacturier de l'appareil, dans chaque bâtiment desservi par un appareil à combustible solide, alimenté par le gaz naturel, le propane ou à l'huile, où se trouve un endroit aménagé pour dormir.
Il doit également en installer un (1) dans toute partie de bâtiment contiguë à un garage utilisé ou destiné à être utilisé aux fins de remisage d'un véhicule moteur.

Le propriétaire d'un bâtiment doit s'assurer du bon état de fonctionnement de chaque détecteur de monoxyde de carbone dont il est responsable.

- 2) **Conformité**
Tout détecteur de monoxyde de carbone dont l'installation est prescrite par le présent règlement doit être approuvé par l'Association canadienne de normalisation (CSA) ou par «Underwriter Laboratories of Canada (ULC)» ou «Underwriter's Laboratories (UL)».
- 3) **Responsabilité du propriétaire**
Le propriétaire qui loue une unité d'habitation, doit s'assurer avant le premier jour d'occupation, que cette unité d'habitation est munie de tous les détecteurs de monoxyde de carbone requis, que chaque détecteur est en bon état de fonctionnement et que chacun des détecteurs pouvant fonctionner au moyen d'une pile soit muni d'une pile neuve.
- 4) **Responsabilité du locataire**
Pour la durée de l'occupation, c'est au locataire que revient la responsabilité d'assurer le bon fonctionnement de chaque détecteur de monoxyde de carbone de son unité d'habitation incluant le remplacement de la pile.

38. *Bornes d'incendie*

- 1) Les bornes d'incendie et bornes sèches situées sur un terrain autre que la propriété de la Municipalité doit être vérifiées une fois par année par le mandataire de l'entretien du réseau d'aqueduc de la Municipalité. Le coût de chacune des vérifications est facturé par la Municipalité selon les tarifs en vigueur.
- 2) Les résultats détaillés des essais prévus doivent être compilés et gardés par la Municipalité.
- 3) Les bornes d'incendie doivent être maintenues en bon état de fonctionnement.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

- 4) Les bornes d'incendie doivent toujours être accessibles aux fins de la lutte contre un incendie et leur emplacement doit être bien indiqué. Une distance minimale de 1,5 mètre doit être maintenue autour de la borne d'incendie.

39. *Canalisation incendie et robinets armés d'un bâtiment*

L'entretien, l'inspection et la mise à l'essai des canalisations et robinets d'incendie armés doivent être effectués par un technicien détenant une licence d'entrepreneur (sous-catégorie 4253.1) émise par la Régie du bâtiment du Québec.

Chapitre 6 « Normes de sécurité des bâtiments »

40. *Moyens d'évacuation*

Un mécanisme d'alarme peut être installé sur le mécanisme de la porte afin de détecter son ouverture pour prévenir le vol. Les moyens d'évacuation doivent être accessibles et déverrouillés durant les heures d'occupation de tout bâtiment.

41. *Appareils et instruments de cuisson résidentiels*

- 1) La friture d'aliments immergés dans l'huile dans un contenant autre qu'une friteuse homologuée CSA et munie d'un thermostat est interdite.
- 2) Le fait d'utiliser un appareil autre que celui prévu au premier alinéa constitue une infraction au présent règlement.

42. *Conduits d'évacuation des sécheuses*

- 1) Les conduits d'évacuation des sécheuses doivent être maintenus exempts de toute obstruction.
- 2) Les conduits d'évacuation des sécheuses ne doivent pas être raccordés aux autres conduits d'évacuation.

43. *Entreposage intérieur*

- 1) Sauf à l'intérieur d'un logement ne faisant pas partie d'un édifice public au sens de la Loi sur la sécurité dans les édifices publics en vigueur, les décorations intérieures constituées d'arbres résineux tels que le sapin, le pin et l'épinette ou de branches de ceux-ci sont interdites dans tous les bâtiments.
- 2) Les décorations intérieures constituées de nitrocellulose ou de papier crépé sont interdites, sauf si elles répondent aux exigences de la norme CAN/ULC-S109, « Essais de comportement au feu des tissus et pellicules ignifuges ».
- 3) Il est interdit d'entreposer à l'intérieur d'un bâtiment des matériaux dont le potentiel calorifique n'a pas été pris en considération lors de la conception de ce bâtiment.
- 4) Il est interdit de vendre ou d'entreposer des arbres aux fins de vente ou des décorations constituées d'arbres résineux aux fins de vente telle que le sapin, le pin et l'épinette ou de branches de ceux-ci, dans tout bâtiment.
- 5) Il est interdit d'entreposer des matières combustibles à moins de 3 mètres d'un bâtiment lorsque l'aire d'entreposage n'est pas clôturée.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

44. *Matières dangereuses*

Lorsque l'autorité compétente l'exige, un ou des panneaux d'identification des risques inhérents aux matières dangereuses manipulées ou entreposées doivent être installés, conformément aux dispositions de la norme NFPA-704, «©System for the Identification of Hazards of Materials for Emergency Response ». Le nombre et l'emplacement des panneaux sont déterminés par le directeur et les panneaux sont installés par le responsable et à ses frais.

45. *Gaz naturel et propane*

1) *Installation ou modification*

Tout propriétaire ou occupant d'un immeuble qui installe ou modifie un système de distribution de gaz propane et/ou de gaz naturel, soit résidentiel, commercial ou industriel pour tout type de bâtiment doit s'assurer que cette installation ou modification soit effectuée par une firme détenant une licence de la Régie du bâtiment du Québec.

2) *Déneigement et dégagement des conduites*

Les conduites du gaz naturel et/ou du gaz propane hors sol accédant aux bâtiments doivent être déneigées et dégagées en tout temps sur un rayon d'un mètre et demi (1,5m). Les conduites devront être protégées adéquatement contre les chutes de glace ou de neige.

3) *Réservoir de 420 livres et plus*

Tout réservoir de gaz propane de quatre cent vingt (420) livres et plus doit être maintenu déneigé et dégagé en tout temps. De plus, s'il est situé dans un endroit accessible aux véhicules routiers, le réservoir doit être protégé adéquatement contre les risques de collision.

4) *Interdiction*

Il est défendu d'entreposer des bouteilles de propane d'une contenance totale de plus de 1 000 grammes dans un logement.

46. *Électricité*

Le propriétaire de tout bâtiment doit s'assurer qu'il y ait un espace utile d'au moins un (1) mètre assurant une position stable autour de l'appareillage électrique tel que tableaux de contrôle, de distribution et de commande et de centre de commande.

47. *Entreposage de matières réagissant à l'eau à l'intérieur*

L'entreposage à l'intérieur d'un bâtiment de matériaux ou produits incompatibles à l'eau ou réagissant au contact de l'eau est autorisé lorsque les exigences des sous-paragraphes 1 à 6 sont respectées et que les quantités totales excèdent 2 m³ ou 100 kg.

- 1) L'entreposage doit être effectué dans un local séparé du reste du bâtiment par un cloisonnement coupe-feu de 2 heures.
- 2) Le local servant à l'entreposage doit être localisé de façon à ce qu'un de ses murs constitue un mur extérieur du bâtiment et la longueur du mur donnant sur l'extérieur doit être supérieure à 25 % du périmètre du local sans être inférieure à 3 mètres.
- 3) Le mur du local donnant sur l'extérieur du bâtiment doit être muni d'une ouverture équivalente à 50 % de la surface totale de ce mur et cette ouverture doit être conçue de façon à être retirée à partir de l'extérieur du bâtiment.
- 4) L'ouverture exigée au sous-paragraph 3 peut être une section de mur amovible ou autre mécanisme similaire donnant les mêmes résultats.
- 5) Une quantité d'agents extincteurs, compatibles avec le ou les produits entreposés, suffisante pour permettre l'extinction d'un incendie causé par le ou les produits doit être disponible en tout temps à proximité du local d'entreposage, à l'extérieur du bâtiment où sont localisés le ou les produits incompatibles ou réagissant à l'eau.
- 6) Lorsque le directeur l'exige, des appareils, permettant de détecter les sous-produits engendés par la réaction avec l'eau avec le produit incompatible, doivent être installés aux endroits



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

indiqués, tels des détecteurs d'ammoniac, des détecteurs d'hydrogène, des détecteurs d'humidité.

48. Déversement de matière dangereuse

- 1) Les mesures appropriées doivent être prises afin de récupérer tout liquide dangereux qui s'est échappé de son contenant et afin d'enlever ou dépolluer la couche de sol contaminé par ce liquide conformément à la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2).
- 2) Lorsque le sol est contaminé par un produit prohibé par une loi ou un règlement, la responsabilité de la décontamination revient au pollueur ou, dans l'impossibilité de retracer ce dernier, au propriétaire. La décontamination du sol doit être réalisée et complétée conformément à la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., chapitre Q-2).
- 3) En cas d'urgence, les frais encourus par la Municipalité pour remettre l'état des lieux en regard des lois environnementales seront facturés au pollueur ou dans l'impossibilité de le retracer, au propriétaire des lieux.

49. Chauffage temporaire

- 1) Tout matériau combustible, sur lequel est installé un poêle à combustion ou un autre appareil mobile similaire utilisé temporairement aux fins de chauffage, doit être protégé par une plaque de matériau incombustible excédant le contour de l'appareil certifié d'au moins 60 cm. De plus, un espace libre d'au moins 15 cm doit être laissé entre l'appareil et ladite plaque, ainsi qu'un espace libre d'au moins 60 cm doit être laissé entre ledit appareil et tout matériau combustible.
- 2) Tout appareil de chauffage à combustible solide de même que le matériel connexe doit être certifié pour l'utilisation à l'intérieur.

50. Appareil de chauffage à combustible solide et matériel connexe

- 1) Sous réserve des prescriptions formulées par le fabricant, l'installation de tout appareil de chauffage à combustible solide et matériel connexe doit être faite conformément à la norme CAN/CSA-B365-01 et avec ses mises à jour subséquentes.
- 2) Lorsqu'un élément d'une telle installation doit être enfermé dans un mur ou dans une autre structure, le Service de sécurité incendie doit être avisé au moins 15 jours avant la date prévue de fermeture définitive de cette structure afin qu'un membre du service puisse procéder à une inspection.

51. Disposition des cendres

Il est prohibé de disposer ou d'entreposer des cendres sur un plancher combustible ou à moins d'un (1) mètre d'une cloison, d'un mur ou d'une clôture combustible, ni dans un récipient fait de matériaux inflammables tels le plastique et ses dérivés. L'entreposage devra être fait pour une période de temps suffisante afin que le contenu du récipient métallique soit complètement refroidi.

Il est strictement interdit de disposer des cendres provenant d'un appareil de chauffage à combustible solide, sans s'être assuré au préalable que celles-ci ne représentent plus aucun danger d'incendie lors de la disposition finale.

52. Construction de foyer

- 1) La conception et la construction de tout foyer et de toute cheminée en maçonnerie doivent être faites conformément à la norme CAN/CSA-A405-M87 et avec ses mises à jour subséquentes.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

- 2) Toute structure recouvrant une cheminée préfabriquée doit être munie d'une trappe d'accès d'au moins 300 mm par 300 à chaque étage du bâtiment afin d'en permettre l'inspection.
- 3) Toute trappe de ramonage de cheminée doit être facilement accessible en tout temps et libre de toute obstruction dans un arc de 180° dont le rayon est d'au moins 1 mètre et de 60 cm pour un appareil à combustion.
- 4) Aucune végétation ne doit se trouver dans un rayon de 3 mètres du sommet d'une cheminée.

53. *Plaque d'homologation*

- 1) Toute plaque d'homologation apposée par le fabricant sur les composantes de chauffage à combustible solide ne doit pas être enlevée, ni modifiée ou endommagée.
- 2) Cette plaque d'homologation doit être accessible pour vérification.
- 3) Les poêles et les foyers intérieurs à combustion solide, non homologués, sont interdits sur le territoire de la Régie Intermunicipale des 3 Monts
- 4) Les poêles et foyers intérieurs à combustion solide doivent avoir reçu une homologation d'un laboratoire reconnu (ULS — CSA) et doivent être porteurs d'une plaque d'homologation

54. *Extincteur*

- 1) Tout propriétaire ou occupant d'une unité d'habitation où est installé un appareil de chauffage à combustible solide, doit avoir à sa disposition un extincteur portatif fonctionnel de type ABC, d'un minimum de 5 livres, installé près d'une issue sur le même étage.

55. *Tout bâtiment doit avoir un nombre suffisant d'extincteurs pour les risques incendie du bâtiment et de son utilisation selon la norme NFPA 10 1998. Nettoyage du système de chauffage*

Tout système de chauffage ou de cuisson à combustible liquide doit être nettoyé et inspecté annuellement par une personne qualifiée.

Chapitre 7 « Autorisation - feu »

1. Section 7.1 - Pièces pyrotechniques

56. *Vente et spectacle*

- 1) Il est interdit à quiconque de vendre ou étaler des pièces pyrotechniques qui ne sont pas en tout point conformes aux prescriptions de la Loi sur les explosifs du Canada.
- 2) Il est interdit de vendre ou d'utiliser des pétards à mèches.
- 3) Il est interdit d'exposer des pièces pyrotechniques dans les vitrines.
- 4) Il est prohibé de procéder au lancement de pièces pyrotechniques de classes 7.2.1 et 7.2.2 de la Loi sur les explosifs (L.R., 1985, ch. E-17), sans obtenir au préalable un permis émis par l'autorité compétente.
- 5) Le pyrotechnicien doit fournir à l'autorité compétente un schéma du terrain où se fera le feu d'artifice pour prévoir l'aire de lancement, l'aire de dégagement et de retombée, le périmètre de sécurité et les espaces occupés par le public.
- 6) Le permis prévu à l'article 47.4) ne peut en aucun cas être transféré à une tierce personne.
- 7) La personne qui détient le permis prévu à l'article 47.4) doit se munir d'une police d'assurance contre tout accident susceptible de causer des blessures ou des dommages matériels ; les indemnités garanties par cette police doivent totaliser au moins 5 000 000 \$ pour les blessures et dommages matériels.
- 8) Au moins un pyrotechnicien et un aide-pyrotechnicien certifiés par le ministère des Ressources naturelles du Canada doivent être de service lors de tout spectacle au cours duquel des pièces pyrotechniques sont lancées. Ils doivent effectuer la mise à feu et assurer la sécurité des feux d'artifice.
- 9) Les pyrotechniciens mentionnés au paragraphe 8 doivent être en service dès l'instant où les pièces pyrotechniques sont parvenues à l'endroit d'où elles seront lancées et jusqu'à ce que,



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

fois le spectacle terminé, les débris et toutes les pièces pyrotechniques utilisées ou non aient été enlevés.

- 10) Le lancement de pièces pyrotechniques de type résidentiel doit être fait selon les prescriptions de la Loi sur les explosifs du Canada en vigueur.

57. *Spectacle pyrotechnique intérieur*

- 1) Il est interdit de faire un spectacle pyrotechnique à l'intérieur d'un bâtiment sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de l'autorité compétente.

Pour obtenir une autorisation, le requérant doit notamment :

- 2) Fournir un schéma du local où se déroulera le spectacle pyrotechnique et décrire l'aire de dégagement et de retombée, le périmètre de sécurité et les espaces occupés par le public ;
- 3) Fournir une preuve d'assurance responsabilité contre tout incident susceptible de causer des blessures ou dommages matériels et les indemnités garanties par cette police doivent totaliser au moins 5 000 000 \$ en cas de blessures et de dommages matériels ;
- 4) L'autorisation obtenue en vertu du paragraphe 1 ne peut en aucun cas être transférée ;
- 5) Seules les pièces pyrotechniques permises en vertu de la Loi sur les explosifs (L.R., 1985, ch. E-17) peuvent être utilisées ;
- 6) L'événement doit se dérouler sous la surveillance d'un pyrotechnicien en effets spéciaux certifié par le ministère des Ressources naturelles du Canada ;
- 7) Le système de ventilation du bâtiment doit être suffisamment puissant pour évacuer rapidement la fumée dégagée par les pièces pyrotechniques ;
- 8) La disposition des pièces pyrotechniques doit être telle qu'en aucun temps, la sécurité des gens n'est mise en danger.

2. Section 7.2 - Permis pour feu en plein air

58. *Emplacement autorisé dans un périmètre*

- 1) Périmètre urbain
 - a) Un foyer extérieur ne peut être installé que dans la cour arrière ou latérale.
 - b) La distance entre un foyer extérieur et toute ligne de propriété doit être d'au moins 2 mètres.
 - c) La distance entre un foyer extérieur et tout matériau combustible doit être d'au moins 3 mètres.
 - d) La distance entre un foyer extérieur et tout bâtiment doit être d'au moins 5 mètres.
- 2) Périmètre rural
 - a) Pour des fins récréatives, l'espace doit être délimité sur une surface incombustible et ayant un muret de rétention de 250 mm de hauteur.
 - b) La distance entre un foyer extérieur et toute ligne de propriété doit être d'au moins 3 mètres.
 - c) La distance entre un foyer extérieur et tout matériau combustible doit être d'au moins 5 mètres.
 - d) La distance entre un foyer extérieur et tout bâtiment doit être d'au moins 10 mètres.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

- e) À proximité des bâtiments agricoles, la distance requise est de 45 mètres.
- f) Les feux pour fins récréatives l'espace doit être délimité sur une surface incombustible et ayant un muret de rétention de 250 mm de hauteur ne doivent pas être supérieurs à un mètre de diamètre et le feu à un mètre de hauteur.

59. *Feu autorisé sans permis*

Les feux, aux fins de cuisson de produits alimentaires dans un foyer, sur un gril ou sur un barbecue ou à des fins récréatives dans un foyer, ou à des fins récréatives en région rurale ne nécessitent pas de permis de brûlage, si toutes et chacune des conditions suivantes sont rencontrées :

- 1) L'équipement nécessaire pour empêcher la propagation du feu est disponible sur les lieux où est ou sera allumé le feu, et ce, pour toute la durée dudit feu ;
- 2) Une personne d'au moins 18 ans est présente sur les lieux du feu afin d'en prendre la responsabilité et d'en empêcher la propagation, et ce, jusqu'à ce que le feu soit complètement éteint ;
- 3) Ne pas allumer ou ne pas maintenir allumé tout feu si la vitesse du vent dépasse vingt (20) kilomètres/heure;
- 4) Ne pas utiliser des produits accélérant ;
- 5) La fumée n'incommode pas les voisins ;
- 6) On n'y brûle pas de déchets solides ou autres rebuts visés aux règlements sur les déchets ; utiliser seulement comme matière combustible du bois séché non verni, non peint, ni traité et exempt de toute matière toxique
- 7) Et lorsqu'il s'agit d'appareils fonctionnant au propane, ils sont en bon état de fonctionnement et approuvés à cette fin.
- 8) Le responsable a l'obligation de vérifier le niveau de danger d'incendie indiqué par la Sopfeu et celui-ci doit être bas ou modéré
- 9) La Municipalité se réserve le droit d'interdire en tout temps les feux de foyer, soit lors de conditions météorologiques particulières ou pour toute autre raison objective.
- 10) Aucun feu à ciel ouvert peut être allumé entre le 1 avril et le 1 juin sans permis

60. *Conditions d'émission d'un permis de brûlage*

En territoire rural, pour les demandes de permis de feu concernant les travaux forestiers et autres feux non autorisés sans permis, le demandeur doit avoir une autorisation du garde-feu de la Municipalité et ainsi le Service de sécurité incendie concerner.

Toute personne peut obtenir un permis de brûlage en s'engageant à respecter toutes et chacune des conditions suivantes :

- 1) L'équipement nécessaire pour empêcher la propagation du feu est ou sera disponible sur les lieux où est ou sera allumé le feu, et ce, pour toute la durée dudit feu ;
- 2) La matière combustible utilisée est ou sera constituée exclusivement d'un ou des éléments suivants :
 - a) Broussailles ;
 - b) Branchages ;
 - c) Arbres ou parties d'arbres ;
 - d) Arbustes ;
 - e) Abattis ; Matière combustible du bois non verni, non peint, ni traité et exempt de toute matière toxique
- 3) Une personne d'au moins 18 ans est ou sera présente sur les lieux du feu afin d'en prendre la responsabilité et d'en empêcher la propagation, et ce, jusqu'à ce que le feu soit complètement éteint ;
- 4) La hauteur maximale de l'amoncellement des matières destinées au brûlage est de 2 mètres ;
- 5) Le feu doit être situé à la distance spécifiée sur le permis, laquelle ne peut, normalement, être inférieure à 15 mètres de tout bâtiment et de la forêt ou d'un boisé ou de toute matière combustible et de tout réservoir de matière combustible et 45 mètres d'un bâtiment agricole ;



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

- 6) Lorsque le feu est ou sera situé à proximité d'un boisé ou d'une forêt, un coupe-feu doit ou devra être aménagé entre la forêt ou le boisé et les matières destinées au brûlage en enlevant de la surface toute matière combustible sur une distance d'au moins 5 fois la hauteur des entassements.
- 7) Éteindre le feu lors d'une plainte de fumée incommodant le voisinage, ou lorsque requis par l'autorité compétente.
- 8) Le responsable a l'obligation de vérifier le niveau de danger d'incendie indiqué par la Sopfeu et celui-ci doit être bas ou modéré

61. *Refus d'un permis*

L'autorité compétente peut refuser d'émettre un permis dans l'un ou l'autre des cas suivants :

- 1) Lorsque, de l'avis de la Société de la protection des forêts contre le feu, l'indice d'inflammabilité est trop élevé (élevé, très élevé, extrême)
- 2) Lorsque la vitesse du vent excède 20 km/h ;
- 3) Lorsque la demande de permis contrevient à l'un ou l'autre des articles de présent règlement.

62. *Révocation d'un permis*

Un permis peut être révoqué dans les cas suivants :

- 1) Lorsque de l'avis de la Société de la protection des forêts contre le feu, l'indice d'inflammabilité est trop élevé ; (élevé, très élevé, extrême)
- 2) Lorsque la vitesse du vent excède 20 km/h ;
- 3) Lorsque la fumée provenant du feu incommode les gens du voisinage ;
- 4) Lorsque toute autre condition stipulée lors de l'émission du permis n'est pas respectée.
- 5) Dans tous les cas où un permis serait révoqué, l'autorité compétente exigera de la personne titulaire du permis ou son représentant d'éteindre le feu. À défaut par cette personne de ne pas se conformer à la demande, l'autorité compétente pourra procéder à l'extinction du feu sans délai.

63. *Durée d'un permis*

La durée d'un permis de brûlage est de 48 heures.

64. *Coût d'un permis de brûlage*

Le permis de brûlage est gratuit.

65. *Formulaire de demande de permis de brûlage*

Toute demande de permis de brûlage doit être présentée à l'autorité compétente pendant les heures d'ouverture du bureau municipale.

66. *Responsabilité*

L'obtention d'un permis de brûlage ne libère pas son demandeur des responsabilités qui lui sont attribuées par la loi.

67. *Infraction*

Le fait pour une personne d'allumer un feu sans permis ou de ne pas respecter les conditions d'utilisation stipulées ci-haut constitue une infraction et cette personne est passible des sanctions prévues au présent règlement et peut être tenue responsable du paiement des déboursés encourus par la Régie pour le travail du service de sécurité incendie.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

Chapitre 8 « Intervention dans un véhicule »

68. *Intervention dans un véhicule de toute nature*

Des frais pour l'utilisation du SSI sont imposés à la suite d'une intervention destinée à contrôler et ou récupérer une matière dangereuse ou non et ou à prévenir ou à combattre l'incendie d'un véhicule routier ou non dont le propriétaire n'habite pas le territoire d'une des municipalités et ne contribue pas autrement au financement de ce service et ce, suivant la tarification prévue à l'annexe au présent règlement.

69. *Paiement d'une intervention dans un véhicule*

En vertu de l'article 68, toute intervention dans un véhicule dont le propriétaire n'est pas résident de l'une des municipalités faisant partie du territoire de la Régie intermunicipale des 3 Monts sera facturée au propriétaire selon la tarification en vigueur.

Dans tous les cas, selon la convention en vigueur, un minimum d'heure par véhicule et chaque membre se rendant sur les lieux d'une intervention est exigible et sera facturé.

Chapitre « Dispositions pénales »

70. *Infraction*

Commets une infraction toute personne qui agit en contravention à l'une ou l'autre des dispositions de ce règlement.

71. *Pouvoirs*

L'autorité compétente peut exercer tout pouvoir qui lui est confié par ce règlement et notamment :

- 1) Émettre un avis au propriétaire, au locataire, à l'occupant, à leur mandataire ou à toute personne qui contrevient à une disposition du présent règlement prescrivant de corriger une situation qui constitue une infraction à ce règlement ;
- 2) Émettre un avis d'infraction au propriétaire, au locataire, à l'occupant, à leur mandataire ou à toute personne qui contrevient à une disposition du présent règlement et qui constitue une infraction ;
- 3) Mettre en demeure le propriétaire, le locataire, l'occupant ou leur mandataire de suspendre des travaux dangereux et l'exercice d'un usage contrevenant à ce règlement ;
- 4) Exiger des essais sur les matériaux devant être utilisés ou déjà utilisés pour toute construction ;
- 5) Mettre en demeure de suspendre ou faire corriger des travaux, lorsque le résultat d'un essai démontre que les dispositions de ce règlement ne sont pas respectées ;
- 6) Prendre toute mesure nécessaire pour que cesse une contravention à ce règlement ;
- 7) Mettre en demeure d'évacuer provisoirement tout bâtiment qui pourrait mettre la vie de quiconque en danger ;
- 8) Mettre en demeure de faire exécuter tout ouvrage de réparation qui lui semble opportun pour la stabilité d'une construction et la sécurité des personnes et recommander au conseil toute mesure d'urgence ;
- 9) Mettre en demeure de clôturer un terrain, une partie de terrain ou une construction où il existe un danger pour le public.

72. *Avis d'infraction*

Lorsque l'autorité compétente a des motifs raisonnables de croire qu'une infraction au présent règlement est commise, il remet au contrevenant un avis d'infraction, signé par lui. Cet avis doit être transmis par courrier recommandé ou signifié par huissier.

Dans le cas d'une signification par courrier recommandé, elle est réputée avoir été faite à la date de l'expédition.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

73. *Avis de cessation*

Lorsque l'autorité compétente a des motifs raisonnables de croire qu'une infraction au présent règlement est commise, et que cette infraction nécessite une intervention d'urgence, il remet sur les lieux un avis de cessation au contrevenant lui enjoignant de cesser immédiatement l'infraction en cours.

74. *Initiative de poursuite judiciaire*

Si l'infraction n'est pas corrigée après le délai consenti ou si l'avis de cessation n'est pas respecté, l'autorité compétente peut transmettre le dossier au procureur de la Municipalité ou à son adjoint qui entreprendra les procédures appropriées.

Amendes

75. Quiconque contrevient à toute disposition du présent règlement ou à une norme édictée dans l'un des documents techniques intégrés au présent règlement, commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende minimale de cent dollars (100 \$) et maximale d'au plus mille dollars (1 000 \$), si le contrevenant est une personne physique ou d'une amende minimale de deux cent cinquante dollars (250 \$) et maximale d'au plus deux mille cinq cents dollars (2 500 \$) s'il est une personne morale.

76. Nonobstant l'article 75, quiconque contrevient aux dispositions des articles 14 à 24 du présent règlement commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende minimale de deux cents dollars (200 \$) et maximale d'au plus deux mille dollars (2 000 \$), si le contrevenant est une personne physique ou d'une amende minimale de cinq cents dollars (500 \$) et maximale d'au plus cinq mille cinq cents dollars (5 500 \$) s'il est une personne morale.

77. Nonobstant l'article 75, le propriétaire d'un système d'alarme qui contrevient aux articles 29.2 e) et 29.2 f) commet une infraction et doit acquitter une amende de :

77.1 100 \$ lorsqu'il contrevient à l'article 31.2 e) pour un bâtiment de risque faible ou moyen ;

77.2 250 \$ lorsqu'il contrevient à l'article 31.2 f) pour un bâtiment de risque faible ou moyen ;

77.3 500 \$ pour les alarmes non fondées subséquentes définies à l'article 31.2 f) à la troisième alarme pour un bâtiment de risque faible ou moyen ;

77.4 250 \$ lorsqu'il contrevient à l'article 31.2 e) pour un bâtiment de risque élevé ou très élevé ;

77.5 500 \$ lorsqu'il contrevient à l'article 31.2 f) pour un bâtiment de risque élevé ou très élevé ;

77.6 750 \$ pour les alarmes non fondées subséquentes à la troisième alarme définies à l'article 31.2 f) pour un bâtiment de risque élevé ou très élevé ;

77.7 Chaque amende doit être acquittée à l'intérieur du délai fixé de 15 jours.

Dans tous les cas, les frais de poursuite s'ajoutent en sus.

78. Nonobstant l'article 75 quiconque contrevient aux dispositions des articles 40 à 55 du présent règlement commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende minimale de cinquante dollars (50 \$) et maximale d'au plus cinq cents dollars (500 \$), si le contrevenant est une personne physique ou d'une amende minimale de soixante-quinze dollars (75 \$) et maximale d'au plus cinq cents dollars (500 \$) s'il est une personne morale.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

79. Nonobstant l'article 75 quiconque contrevient aux dispositions de l'article 48 du présent règlement commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende minimale de cinq cents dollars (500 \$) et maximale d'au plus deux mille dollars (2 000 \$), si le contrevenant est une personne physique ou d'une amende minimale de deux mille dollars (2 000 \$) et maximale d'au plus huit mille cinq cents dollars (8 500 \$) s'il est une personne morale.

Toute infraction à l'une ou l'autre des dispositions de ce règlement constitue autant d'infractions distinctes qu'il y a de jours ou de fraction de jours à la durée de cette infraction.

80. Nonobstant l'article 75 quiconque contrevient aux dispositions de l'article 67 du présent règlement commet une infraction et est passible, en outre des frais, d'une amende minimale de cents dollars (100 \$) et maximale d'au plus huit mille cinq cents dollars (8 500 \$)

3. Recours

La Municipalité peut, aux fins de faire respecter les dispositions de ce règlement, exercer cumulativement ou alternativement avec ceux prévus à ce règlement tout autre recours approprié de nature civile ou pénale.

Le fait pour la Municipalité d'émettre un constat d'infraction, en vertu du présent règlement, n'empêche pas cette dernière d'intenter un ou des recours prévus à d'autres règlements municipaux.

81. Le présent règlement remplace ou abroge toute disposition ou partie de disposition de règlement incompatible avec celles du présent règlement et plus particulièrement.

82. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

ANNEXES

Tarif pour les interventions dans un véhicules

1. Frais de déplacement d'un (1) véhicule (minimum une (1) heure) :

- deux cents dollars (200\$) par heure, par autopompe ;
- cent soixante-quinze dollars (175\$) par heure, par camion-citerne ;
- cent dollars vingt-cinq (125\$) par heure, par véhicule d'urgence
- soixante-quinze dollars (75\$) Véhicule officier.

2. Frais de déplacement d'effectifs (minimum trois (3) heures) pour chaque membre du SSI qui se déplace vers les lieux de l'intervention.

Le taux applicable en vertu du contrat de travail en vigueur auquel taux s'ajoute un pourcentage de vingt (20) % couvrant les bénéfices marginaux.

3. Remboursement à la Régie :

- repas (selon la convention)
- remplissage des cylindres d'air, des extincteurs, de la mousse, des absorbants et de tous les autres équipements nécessitant un remplissage à l'exception des huiles et carburants des véhicules et des pompes portatives.

À ces montants s'ajoute une somme égale à quinze (15) % du total des montants qui sont dus à titre de frais d'administration.

AVIS DE MOTION est donné par Mme Sonia Roberge, de même que la présentation du second projet de règlement 423 modifiant le règlement de zonage 327 concernant les garages, les pavillons-jardins ainsi que diverses dispositions. L'objet du projet de règlement consiste à augmenter les superficies maximales des garages et permettre les pavillons-jardins, et ce sur l'ensemble du territoire de la Municipalité. Enfin, le projet de règlement vise également à ajouter les usages du groupe « institutionnel et administratif » à la zone H4.



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

AVIS DE MOTION est donné par M. Steve Roy, de même que la présentation du projet de règlement 424 modifiant le règlement de construction concernant l'utilisation de pieux comme fondation pour un bâtiment principal.

AVIS DE MOTION est donné par Mme Sonia Roberge, de même que la présentation du projet de règlement 425 – G100 harmonisé sur le territoire de la MRC d'Arthabaska, qui vise à standardiser le cadre réglementaire relié à la sécurité publique afin de faciliter le travail des intervenants, principalement la Sûreté du Québec et la Société protectrice des animaux.

2022-03-07-1 DEMANDE DE DÉROGATION MINEUR D22-01 : DEMANDE DE MADAME JACKIE LEMIRE, NOTAIRE, AFIN DE RÉGULARISER L'IMPLANTATION DU GARAGE DÉTACHÉ

Cette demande concerne la propriété du 87, rue Principale constituée du lot # 6 206 592 du cadastre du Québec et est située dans la zone I3 du plan de zonage du règlement de zonage #327. La nature de la demande consiste à régulariser, par voie de résolution, l'implantation du garage détaché en cour avant et pour la distance de 7,31 mètres de la limite de propriété avant. Le présent projet est étudié en vertu du règlement sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme, car il déroge aux normes de zonage.

CONSIDÉRANT QUE nous avons une résolution de 2003 concernant une dérogation mineure qui autorisait la construction d'un garage détaché en cour avant à une distance de 25' (7,6 mètres) de la limite de propriété avant;

CONSIDÉRANT QUE le garage est présentement implanté à une distance de 7,31 mètres de la limite de propriété avant;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du garage ne respecte pas la dérogation mineure de 2003;

CONSIDÉRANT QU'il est possible que la rénovation cadastrale ait affecté les limites de propriété;

CONSIDÉRANT QUE refuser la demande causerai un préjudice sérieux à la propriétaire;

CONSIDÉRANT QUE le comité consultatif d'urbanisme (C.C.U.) recommande l'acceptation de la demande.

Il est proposé par Mme Sylvie Turcotte et adopté à l'unanimité que le conseil municipal d'accepte la demande de dérogation mineure D22-01 faite par Jackie Lemire, notaire, afin de régulariser l'implantation du garage en cour avant à une distance de 7.2 mètres de la limite de propriété avant.

2022-03-07-2 DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE D22-02 : DEMANDE DE MADAME ANNETTE ROSSIER (79, 2^E RANG) AFIN DE PERMETTRE LA TRANSFORMATION DE L'ANCIENNE RÉSIDENCE EN REMISE

Cette demande concerne la propriété du 79, 2e Rang constituée du lot # 6 206 581 du cadastre du Québec et est située dans la zone AF3 du plan de zonage du règlement de zonage #327. La nature de la demande consiste à permettre, par voie de résolution, l'implantation d'une remise en cour avant ainsi que l'utilisation d'un bâtiment ayant une superficie de 91.8m² à des fins de remise contrairement à la norme 5.4.4 qui mentionne qu'une remise soit être implanté en cour arrière et que la superficie est limitée à 60 m².



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

Le présent projet est étudié en vertu du règlement sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme, car il déroge aux normes de zonage.

CONSIDÉRANT QUE la demanderesse souhaite conserver l'ancienne résidence à des fins de bâtiment accessoire, puisqu'elle mentionne avoir obtenu l'information que c'était possible de le faire;

CONSIDÉRANT QUE l'eau qui alimente la nouvelle résidence passe par le sous-sol de l'ancienne résidence;

CONSIDÉRANT QUE la propriété est localisé en zone agricole et que les propriétaires vivent de l'agriculture;

CONSIDÉRANT QU'une haie d'arbre est existante entre l'ancienne résidence et la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QU'il serait possible d'avoir une remise de 60 m² si la remise se retrouvait en cour arrière

CONSIDÉRANT QUE l'abri à bois n'a plus lieu d'être considérant que le bâtiment deviendra un bâtiment accessoire;

CONSIDÉRANT QUE la demande ne vise pas la construction d'un nouveau bâtiment, mais bien la transformation d'un bâtiment existant;

CONSIDÉRANT QUE refuser la demande obligerait la demanderesse à démolir le bâtiment existant;

CONSIDÉRANT QUE refuser la demande causerai un préjudice sérieux à la propriétaire.

Il est proposé par Mme Sonia Roberge et adopté à l'unanimité que le conseil municipal accepte la demande de dérogation mineure D22-02 faite par Annette Rossier, afin de ;

- Régulariser l'implantation de la future remise en cour avant;
- Permettre une remise de 92 m² contrairement à la norme de 60 m²

Aux conditions suivantes

- La demanderesse doit démanteler l'abri à bois existant de 4,2 m x 4.5 m;
- L'écran végétalisé dissimulant l'ancienne résidence doit être conservé;
- Que l'implantation de la future remise ne change pas et qu'elle conserve une marge avant minimale de 10 mètres.

2022-03-07-3 NOMINATION D'UN NOUVEAU MEMBRE AU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

CONSIDÉRANT la démission de M. Patrick Pépin, ce qui laisse un siège vacant sur le comité;

CONSIDÉRANT QUE le règlement constituant un Comité consultatif d'urbanisme prévoit à l'article 7 qu'en cas de démission d'un membre du comité, le conseil municipal peut nommer par résolution une autre personne pour terminer la durée du mandat du siège devenu vacant;

CONSIDÉRANT QUE le règlement constituant un Comité consultatif d'urbanisme prévoit à l'article 7 des mandats d'une durée de 2 ans, et que le mandat de M. Patrick Pépin débuta en octobre 2020;

CONSIDÉRANT QUE le règlement constituant un Comité consultatif d'urbanisme prévoit à l'article 6 que le comité est composé d'un membre du conseil et de quatre résidants de la Municipalité;

CONSIDÉRANT QU'il y a actuellement deux sièges résidants comblés et deux sièges vacants

Il est proposé par M. Steve Roy et adopté à l'unanimité de nommer M. Michel Roy, résidant au 1 rue Principale, pour combler le poste vacant sur le Comité consultatif d'urbanisme pour la durée restante du mandat prévu au règlement, c'est-à-dire jusqu'en octobre 2022.



No de résolution
ou annotation

2022-03-07-4 DEMANDE DE FINANCEMENT AU PROGRAMME VOISINS SOLIDAIRES D'ESPACE-MUNI

Procès-verbaux de la Municipalité de

~~Notre-Dame-de-Ham~~

CONSIDÉRANT QUE l'appel de projets Voisins solidaires financé par l'organisme Espace Muni vient soutenir les municipalités et les MRC qui souhaitent développer, maintenir ou améliorer les initiatives Voisins solidaires permettant de tisser des liens sociaux et intergénérationnels, de briser l'isolement et de contribuer à la santé globale et à la qualité de vie de la population, ainsi qu'au développement des communautés;

CONSIDÉRANT QUE la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham manifeste de la volonté à développer un projet Voisins solidaires, car le programme répond aux besoins actuels de la population de se sentir à nouveau soutenu par la communauté à un moment où les effets de la pandémie sur la santé mentale se font fortement ressentir;

Il est proposé par Mme Sonia Roberge et adopté à l'unanimité de confirmer formellement l'engagement de la Municipalité à mettre en œuvre, dans un délai de deux ans, un projet Voisins solidaires avec la collaboration de la population, ainsi que des organismes du milieu. Le conseil municipal autorise M. Emrick Couture-Picard à signer au nom de la Municipalité tous les documents relatifs à la demande de financement présenté dans le cadre de cet appel de projets, et autorise Mme Geneviève Boutin à agir comme personne responsable de la demande.

2022-03-07-5 CRÉATION DU COMITÉ TEMPORAIRE DES COMMÉMORATIONS ET DEMANDE DE FINANCEMENT DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SOUTIEN AUX INITIATIVES DE COMMÉMORATION DU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS DU QUÉBEC

CONSIDÉRANT QUE l'appel de projets pour le soutien aux initiatives de commémoration offre un programme d'aide financière visant précisément le domaine de la commémoration afin de soutenir ses acteurs, de stimuler la réalisation de projets commémoratifs et de permettre aux gestes commémoratifs de rayonner à leur juste mesure;

CONSIDÉRANT QUE les objectifs de l'appel de projets visent à multiplier les occasions, pour les citoyennes et citoyens de toutes les régions du Québec, de participer à des activités de commémoration d'intérêt national, régional ou local. À accroître le rayonnement des initiatives mettant en valeur des personnages, des événements et des lieux qui ont marqué l'histoire du Québec pour permettre à plus de citoyennes et de citoyens d'y être exposés. Ainsi qu'à améliorer les connaissances et l'appropriation de la population à l'égard de son histoire collective et susciter un sentiment de fierté;

CONSIDÉRANT QUE les demandeurs admissibles sont les personnes morales à but non lucratif, les coopératives, les entreprises collectives, les organismes municipaux et les gouvernements des Premières nations ou des Inuits.

Il est proposé par M. Michel Blondin et adopté à l'unanimité de créer un Comité temporaire des commémorations dont le mandat consiste à organiser le 125e anniversaire de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham. Les membres de ce comité sont initialement :

- Sonia Roberge
- Sylvie Turcotte
- Serge Tremblay



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

Le conseil municipal autorise par ailleurs M. Emrick Couture-Picard à signer au nom de la Municipalité tous les documents relatifs à la demande de financement présenté dans le cadre de cet appel de projet et autorise Mme Geneviève Boutin à être la personne responsable de la demande.

2022-03-07-6 CRÉATION DU COMITÉ TEMPORAIRE POUR LA CONSTRUCTION DE BUREAUX MUNICIPAUX

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal souhaite doter la Municipalité de nouveaux bureaux administratifs;

CONSIDÉRANT QUE le marché des matériaux de construction demeure volatile;

Il est proposé par M. Steve Roy et adopté à l'unanimité de créer un comité temporaire pour la construction de bureaux municipaux. Le mandat du comité consiste à explorer et analyser les diverses avenues possibles pour le projet. Les membres du comité sont :

- Serge Tremblay
- Michel Blondin
- Éric Pariseau

LOCATION DE TABLES À PIQUE-NIQUE ET APPUI FINANCIER AUX SENTIERS ÉQUESTRES

Le conseil convient qu'il lui manque l'information nécessaire pour prendre une décision juste et éclairée concernant ces deux points de l'ordre du jour. Les deux résolutions sont donc reportées à la prochaine séance du conseil.

COMMANDITE DE LA SOIRÉE DU 30^E DE L'ASSOCIATION DES PERSONNES MALENTENDANTE DES BOIS-FRANCS

Considérant les contraintes budgétaires, le conseil municipal refuse la demande de commandite, mais utilisera ses médiums communicationnels pour promouvoir l'événement.

2022-03-07-7 AUTORISATION DE DÉPENSES PROJETS NOUVEAUX HORIZONS ET PRÉVENTION DE LA CRIMINALITÉ

CONSIDÉRANT QUE la date limite pour dépenser le financement du projet Nouveaux horizons est le 21 mars et que la totalité du projet déposé est financé;

CONSIDÉRANT que la date limite pour dépenser le financement du projet Prévention de la Criminalité est le 31 mars et que la totalité du projet déposé est financé.

Il est proposé par M. Michel Blondin et adopté à l'unanimité d'autoriser Mme Geneviève Boutin à acheter, dans le cadre du projet Nouveaux Horizons, des étagères de bibliothèques pour un montant de 7935\$ plus taxes, des étagères de salle de jeu pour enfant pour un montant de 1754\$ plus taxes incluant la livraison, des chaises de conférence pour un montant de 2967\$ plus taxes, ainsi qu'une autorisation de dépenses pour les sommes restantes totalisant 6610,28\$ plus taxes pour des tables; un mobilier de coin détente et café; le mobiliser d'un coin ordinateur de même qu'une table de pool.

Le conseil municipal autorise également Mme Geneviève Boutin à dépenser 1800\$ pour la création des trousse de sensibilisation pour ados, ce qui implique le coût des impressions; l'achat de sacs; de matériels et d'accessoires divers, de même qu'une dépense de 5000\$ relié au déploiement des capsules de prévention réalisées par TVCBF et les adolescents de la Municipalité.

2022-03-07-8 MISE À JOUR DU PLAN INTERMUNICIPAL DE SÉCURITÉ CIVILE

CONSIDÉRANT l'élection d'un nouveau conseil municipal, ce qui demande de mettre à jour les coordonnées et les rôles de la liste de mobilisation prévue au plan.

Il est proposé par Mme Cathy Bishop et adopté à l'unanimité de mettre à jour les coordonnées des élus et les rôles de la liste de mobilisation ainsi :



No de résolution
ou annotation

Procès-verbaux de la Municipalité de Notre-Dame-de-Ham

- Coordonnateur municipal de sécurité civile : Emrick Couture-Picard
- Responsable de mission administration : Emrick Couture-Picard
- Responsable de mission communication : Éric Pariseau
- Responsable de mission services aux sinistrés : Cathy Bishop
- Responsable de mission services techniques : Geneviève Boutin
- Responsable de mission transport : Mario St-Cyr

2022-03-07-9 SUITE DE LA RÉGULARISATION DES CONTRATS DE TRAVAIL

CONSIDÉRANT l'enclenchement d'un processus de régularisation des contrats de travail lors de la séance ordinaire du 7 février 2022.

Il est proposé et adopté à l'unanimité d'autoriser M. Emrick Couture-Picard et M. Serge Tremblay à négocier, rédiger et signer les contrats de travail de Jonathan Tardif, responsable du local des jeunes, et Adèle-Anne Lavigne, bibliothécaire.

2022-03-07-10 MODIFICATION DE L'HEURE DES SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

Il est proposé par M. Steve Roy et adopté à l'unanimité de modifier l'heure des séances du conseil municipal pour 20h au lieu de 19h30.

PÉRIODE DE QUESTIONS

Question portant sur les délais de vidange des fosses sceptiques et la collecte de compost.

Question portant sur la possibilité de tenir des caucus publics.

Question portant sur la possibilité d'acheter des bacs de récupération pour les plastiques agricoles en partenariat avec la Municipalité.

Question portant sur la construction des bureaux municipaux dans un contexte de volatilité des marchés et d'inflation.

Question portant sur le déménagement de la bibliothèque.



No de résolution
ou annotation

**Procès-verbaux de la Municipalité de
Notre-Dame-de-Ham**

La levée de l'assemblée est proposée par M. Michel Blondin et adoptée à l'unanimité à 20h45.

Le maire, par la signature du présent document, est en accord avec les résolutions et ne pose pas son veto.

Serge Tremblay, Maire

Par la présente, le greffier-trésorier certifie qu'il y a les fonds budgétaires et crédits disponibles pour payer les dépenses autorisées au présent procès-verbal.

En signant le procès-verbal, le président d'assemblée est réputé avoir signé chacune des résolutions individuellement.

Serge Tremblay, Maire

Emrick Couture-Picard

Directeur général et greffier-trésorier intérimaire